

2024

DYNAMIQUE, SOLIDAIRE, ENGAGÉ, ENSEMBLE

- RAPPORT D'ACTIVITÉ
- RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE
- RAPPORT ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



www.doubs.fr

SOMMAIRE

Éditorial.....	3
Composition du Conseil départemental au 31 décembre 2024 et calendrier 2024 des travaux des assemblées.....	4
5 engagements, 2 leviers transversaux, 1 vision cohérente pour le Doubs.....	6
Agenda 2024 des principaux événements.....	7
⇒ ENGAGEMENT 1 : FACILITER LES PARCOURS DE VIE	10
Protéger les enfants à chaque étape de leur parcours.....	11
Accompagner la jeunesse et soutenir l'accès au sport.....	13
Encourager la lecture partout et pour tous.....	16
Développer une offre culturelle accessible à tous les habitants.....	19
Promouvoir un parcours résidentiel pour chacun, améliorer et diversifier l'offre de logements.....	22
Renforcer encore l'accompagnement des publics les plus fragiles dans cette période inflationniste.....	24
Offrir aux Doubiens une inclusion numérique régulée et réhumanisée.....	26
Apporter des réponses territorialisées, diversifiées et adaptées aux besoins des personnes âgées et des personnes handicapées.....	29
⇒ ENGAGEMENT 2 : AGIR POUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	32
Apporter un accompagnement « sur mesure » au retour vers l'emploi.....	33
Intensifier et diversifier le soutien en faveur du développement économique en partenariat avec les territoires.....	36
Soutenir l'attractivité des métiers.....	39
⇒ ENGAGEMENT 3 : AMÉNAGER, ÉQUIPER ET IRRIGUER NOS TERRITOIRES	42
Investir pour une mobilité responsable.....	43
Contribuer au développement du territoire, attractivité, affaires européennes et transfrontalières.....	46
Diffuser la culture dans tous les territoires.....	49
Offrir les meilleures conditions d'éducation possibles dans les collèges.....	52
⇒ ENGAGEMENT 4 : RÉUSSIR LA TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE	55
Intervenir sans relâche en faveur de la gestion et de la préservation du patrimoine naturel.....	56
Soutenir et accompagner l'agriculture et la forêt.....	59
Gérer notre patrimoine bâti au plus proche des besoins et des usages en évolution.....	61
Suivi du Plan d'actions PLANE.T.E Doubs	63
⇒ ENGAGEMENT 5 : RENFORCER NOS MARQUES COMME VECTEURS D'EXCELLENCE	67
Événements, valorisation territoriale : Le Doubs a pris ses marques.....	68
Continuer à promouvoir le capital touristique du Doubs.....	70
Valoriser et préserver le patrimoine culturel.....	72
S'appuyer sur le rayonnement culturel.....	75
Entretien le rayonnement sportif du territoire.....	77
Faire vivre et capitaliser sur notre marque employeur.....	80
Suivi du Plan d'actions Égalité professionnelle femmes – hommes	83
Poursuivre la recherche d'efficacité interne.....	87
Adapter en permanence la gestion des ressources humaines aux réalités.....	89
Compte administratif 2024.....	92

2024

Chères Doubiennes, chers Doubiens,

2024 aura été une année exigeante, mais profondément féconde. Exigeante par les tensions budgétaires inédites auxquelles nous avons dû faire face. Par les attentes grandissantes de nos concitoyens, confrontés à des défis sociaux, économiques, climatiques ou personnels. Mais féconde, aussi, par les solutions que nous avons su construire, ensemble, pour faire face à ces défis avec courage, constance et humanité.

Dans ce rapport d'activité, vous découvrirez l'ampleur des actions menées par le Département du Doubs. Derrière chaque politique publique évoquée ici, il y a une conviction : celle que notre collectivité sait faire plus que gérer. Elle sait transformer, soutenir, impulser. Elle sait être un levier d'équité territoriale, un catalyseur d'innovation, un fil de confiance dans une société parfois fracturée.

Nous avons tenu le cap de nos cinq grands engagements de mandat : accompagner chaque parcours de vie, favoriser l'émancipation, investir dans les territoires, réussir la transition écologique, et renforcer l'attractivité de notre département. Ces priorités ont été pensées non pas comme des promesses abstraites, mais comme des repères d'action, concrets, visibles, mesurables.

En 2024, nous avons investi massivement pour protéger les plus fragiles, pour préparer l'avenir de nos jeunes, pour soutenir les communes rurales comme les villes, pour engager la transition énergétique sans laisser personne de côté. Nous avons lancé de nouveaux outils, renforcé nos coopérations, modernisé notre administration. Et surtout, nous avons agi au plus près des besoins du terrain, en écoutant, en accompagnant, en adaptant nos réponses.

Je veux ici saluer le professionnalisme et l'engagement des agents départementaux. Leur travail, souvent discret mais essentiel, donne chair et force à nos politiques publiques. Je remercie aussi les partenaires, élus, associations, entreprises, qui partagent nos valeurs de service, de solidarité et de responsabilité.

Ce rapport n'est pas un document de bilan figé : c'est une promesse de continuité. Il dit ce que nous avons fait. Il prépare ce que nous allons encore accomplir.

Nous continuerons à avancer avec détermination. À porter haut l'idée d'un Département qui protège, qui relie, qui construit. Un Département fier de ses territoires, de ses habitants, de ses valeurs.



Christine BOUQUIN

Présidente du Département du Doubs

COMPOSITION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

au 31 décembre 2024

Issue du renouvellement du Conseil départemental de juillet 2021

PRÉSIDENTE

M^{me} Christine BOUQUIN (canton de Maîche)

VICE-PRÉSIDENTS

M. Ludovic FAGAUT (canton de Besançon 5)

1^{er} Vice-président chargé du retour à l'emploi, de l'insertion et de l'action sociale

M^{me} Florence ROGEBOZ (canton de Pontarlier)

2^e Vice-présidente, chargée des mobilités et des infrastructures

M. Philippe ALPY (canton de Frasne)

3^e Vice-président, chargé du développement territorial, de l'attractivité et des affaires européennes et transfrontalières, Président de la 3^e commission « Dynamique territoriale »

M^{me} Béatrix LOIZON (canton d'Ornans)

4^e Vice-présidente, chargée de la gestion et de la préservation du patrimoine naturel, de la transition climatique et du tourisme

M. Denis LEROUX (canton de Morteau)

5^e Vice-président, chargé de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, du développement et des usages du numérique, Président de la 1^{ère} commission « Solidarités humaines »

M^{me} Chantal GUYEN (canton de Besançon 2)

6^e Vice-présidente, chargée des collèges
Présidente de la 2^e commission « Développement humain »

M. Jean-Luc GUYON (canton de Montbéliard)

7^e Vice-président, chargé du sport, de la culture, de la jeunesse, de la lecture publique et des archives départementales

M^{me} Patricia LIME-VIEILLE (canton de Valdahon)

8^e Vice-présidente, chargée de l'enfance et de la famille



M. Serge RUTKOWSKI (canton de Besançon 3)

9^e Vice-président, chargé des ressources humaines, des bâtiments et des moyens généraux

M^{me} Jacqueline CUENOT-STALDER (canton de Morteau)

10^e Vice-présidente, chargée de l'habitat et du logement

M. Olivier BILLOT (canton d'Ornans)

11^e Vice-président, chargé de la gestion et de l'optimisation financière
Président de la 4^e commission « Efficience et ressources internes »

CONSEILLERS DÉLÉGUÉS

M^{me} Priscilla BORGERHOFF (canton de Montbéliard)
Conseillère départementale déléguée à la jeunesse, à la citoyenneté et à l'éducation populaire

M^{me} Marie-Paule BRAND (canton de Bavans)
Conseillère départementale déléguée à l'espace rural et périurbain

M^{me} Valérie MAILLARD (canton de Besançon 5)
Conseillère départementale déléguée au handicap

M. Romuald VIVOT (canton de Pontarlier),
Conseiller départemental délégué à la modernisation de l'action publique

LES AUTRES ÉLUS DU GROUPE MAJORITAIRE UNION DE LA DROITE, DU CENTRE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

M. Bruno BEAUDREY (canton de Bavans)

M^{me} Marie-Laure DALPHIN (canton de Besançon 3)

M^{me} Annick JACQUEMET (canton de Saint-Vit)

M. Thierry MAIRE DU POSET (canton de Saint-Vit)

M. Christian METHOT (canton de Maîche)

M^{me} Géraldine TISSOT-TRULLARD (canton de Frasne)

M. Thierry VERNIER (canton de Valdahon)

M. Michel VIENET (canton de Besançon 2)

LES ÉLUS DU GROUPE DOUBS SOCIAL, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

M. Damien CHARLET (canton d'Audincourt)

M^{me} Monique CHOUX (canton Besançon 1)

M^{me} Christine COREN-GASPERONI (canton d'Audincourt)

M. Claude DALLAVALLE (canton de Baume-les-Dames)

M^{me} Marie-Christine DURAI (canton de Baume-les-Dames)

M^{me} Magali DUVERNOIS (canton de Bethoncourt)

M^{me} Jeanne HENRY (canton de Besançon 4)

M. Raphaël KRUCIEN (canton de Besançon 6)

M^{me} Géraldine LEROY (canton de Besançon 6)

M. Albert MATOCQ-GRABOT (canton de Bethoncourt)

M. Georges UBBIALI (canton de Besançon 4)

M. Aly YUGO (canton Besançon 1)

LES ÉLUS DU GROUPE ENSEMBLE POUR LE DOUBS

M. Frédéric BARBIER (canton de Valentigney)

M^{me} Martine VOIDEY (canton de Valentigney)

CALENDRIER 2024 DES TRAVAUX DES ASSEMBLÉES

486 délibérations en Conseil départemental et en Commission permanente

Conseil départemental en 2024 : cinq sessions (96 délibérations)

Avec quelques exemples de rapports abordés au cours de ces séances :

• 18 mars (16 délibérations) :

Plan d'action protection de l'enfance 2024 – 2027 / Création d'une mission d'information et d'évaluation sur la politique de protection de l'enfance.

• 28 juin (15 délibérations) :

Rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes ;

- Compte administratif 2023 ;

- Décision modificative n°1 de 2024 ;

- Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant.

• 30 septembre (2 délibérations) :

Syndicat mixte du Mont d'Or : Réflexions quant à l'évolution de la station de Métabief dès 2025.

• 28 octobre (10 délibérations) :

- Décision modificative n°2 de 2024 ;

- Orientations budgétaires 2025 ;

- Fonctionnement 2025 des collèges publics ;

- Restauration et Hébergement des collèges publics - Tarification, orientations et décisions financières 2025.

• 16 et 17 décembre (53 délibérations) :

- Budget primitif 2025 ;

- Plan d'action Protection de l'Enfance 2024 - 2027 – Bilan des actions réalisées sur l'année 2024 ;

- Communication du rapport établi par la mission d'information et d'évaluation relative à la politique de protection de l'enfance ;

- Évolution de la politique de soutien aux arts vivants ;

- Schéma départemental de développement des enseignements artistiques (SDDEA).

Commission permanente en 2024 : six sessions (390 délibérations)

• Sessions ordinaires

12 février (65 délibérations)

29 avril (78 délibérations)

28 juin (88 délibérations)

30 septembre (63 délibérations)

28 octobre (32 délibérations)

25 novembre (64 délibérations)

5 engagements, 2 leviers transversaux, 1 vision cohérente pour le Doubs

Un rapport pour donner à voir l'action publique dans toute sa cohérence

Ce rapport d'activité 2024 s'inscrit dans une volonté claire de rendre compte de l'action départementale dans toute sa richesse, sa diversité, mais aussi dans sa cohérence. Loin d'un simple catalogue, il met en lumière les politiques menées cette année à l'aune d'une vision construite, fidèle aux cinq engagements de mandat.

L'action de la collectivité repose sur cinq engagements structurants, qui orientent les choix budgétaires, les priorités d'intervention, les coopérations territoriales. Ces engagements forment la colonne vertébrale du mandat :

- ⇒ Faciliter les parcours de vie,
- ⇒ Agir pour l'emploi et le développement économique,
- ⇒ Aménager, équiper et irriguer nos territoires,
- ⇒ Réussir la transition climatique et énergétique,
- ⇒ Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence.

Ils sont ici pleinement déployés, avec un souci constant de clarté, de lisibilité et de sens.

Mais ce rapport va plus loin. Il intègre pour la deuxième année les dimensions transversales que le Département a choisi de placer au cœur de son projet de territoire :

- L'égalité entre les femmes et les hommes, présentée non comme un rapport séparé, mais comme un levier actif de transformation de nos politiques publiques,
- Le développement durable, non comme une politique sectorielle, mais comme une exigence transversale, qui irrigue chaque décision, chaque investissement, chaque démarche.

Cette évolution témoigne d'un choix assumé : celui de rendre visibles les liens entre les politiques sociales, environnementales, territoriales, économiques, culturelles et managériales. Un choix qui reflète notre conviction que l'action publique est plus lisible, plus légitime et plus efficace lorsqu'elle se donne une vision globale.

Ce rapport s'adresse à toutes celles et ceux qui veulent comprendre ce que fait leur Département, pourquoi il le fait, et dans quelle direction il entend poursuivre. Il est à la fois une photographie d'une année, un bilan d'étape du mandat, et un signal vers l'avenir.



Agenda 2024 DES PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS

JANVIER

- Huitième édition de la « Saison numérique », organisée par le Département
- Inauguration de la recyclerie ReNum à Maîche, soutenue par la collectivité
- Les porteurs de la Flamme olympique dans le Doubs dévoilés



Premier séminaire des encadrants de l'année à Valdahon.

FÉVRIER

- Séminaire des encadrants du Département à Valdahon
- Premier « petit déjeuner du RSA à l'emploi » à Saint-Vit
- Archives : poursuite de l'exposition LIP et journées portes ouvertes

MARS

- Inauguration des « tiny house » à l'entreprise Schrader de Pontarlier
- Musée Courbet : nouveau parcours permanent et prêt du musée d'Orsay d'un tableau de Monet
- Troisième édition du Salon de l'emploi

- Sept concertations routières territoriales sur tout le territoire
- Pose de la première pierre du gymnase de Blamont



Inauguration des « tiny house » à l'entreprise Schrader de Pontarlier.

AVRIL

- Semaine olympique et paralympique
- Collecte des agents en faveur des Restos du Cœur
- Début de l'exposition Le torrent du monde de Quentin Guichard à la ferme Courbet de Flagey
- Inauguration de la nouvelle médiathèque de Belleherbe
- « Le Printemps des amateurs », organisé par le Département

MAI

- 200 participants au Challenge sécurité routière inter-collèges
- J-100 avant le Tour de France Femmes : une journée festive à Morteau
- Inauguration de la salle Georges Gruillot à Sancey
- Inédit : des marchés de producteurs dans six collèges du Doubs



Dernière assemblée des jeunes du Conseil départemental des jeunes 2022-2024.

JUIN

- Lancement de la plateforme Explore Doubs
- Fin de mandat pour les élus du Conseil départemental des jeunes (CDJ)
- La Flamme olympique accueillie avec ferveur dans le Doubs
- Remise des labels de la Fondation du patrimoine
- Réouverture de la rue de Vesoul à Besançon, après l'éboulement et les quatre mois de travaux
- Musée Courbet : début de l'exposition *Colosses. Lutteurs, culturistes et costauds dans les arts*



La Flamme olympique accueillie avec ferveur dans le Doubs.



La sixième étape du Tour de France Femmes est passée dans le Doubs.

JUILLET/AOÛT

- Le Département réunit les élus locaux lors de sa Conférence des exécutifs
- Inauguration de l'extension de dix places à la Maison d'enfants à caractère social de Montbéliard
- Don de voitures du Département à « La Roue de Secours » de Montbéliard
- Présence du Département au Festival de la Paille de Métabief
- Sixième étape du Tour de France Femmes entre Remiremont et Morteau
- Travaux annuels dans la Côte de Morre à Besançon
- Cérémonie pour féliciter les jeunes diplômés de l'Aide sociale à l'enfance
- 500 billets et le transport offerts aux Doubiens pour assister aux Jeux paralympiques de Paris

SEPTEMBRE

- Inauguration du collège Claude Lorius de Bethoncourt et fin des travaux de réhabilitation des collèges de Frasné et de Villers-le-Lac
- « Terres de Jim » : 70 000 personnes à Mamirolle-Le Gratteris pendant trois jours
- Après la pose de premières pierres des plateformes de services de Saint-Vit et de Valentigney, pose de la première pierre de celle de Valdahon
- Début des Résidences d'artistes, organisées par le Département



Inauguration du collège Claude Lorius de Bethoncourt.

OCTOBRE

- Remise du livre offert aux collégiens de 6^e, en présence de l'auteur
- Le Département accueille ses apprentis
- Le Carrefour des collectivités à Micropolis
- Inauguration de l'extension de cinq places aux Vergers de Sésame à Hérimoncourt



Pose de la première pierre du Village d'enfants SOS à Besançon.

NOVEMBRE

- Pose des premières pierres des Villages d'enfants SOS à Besançon et L'Isle-sur-le-Doubs
- Quatrième édition de « Vache de Salon » : record d'affluence avec 15 500 visiteurs
- Un nouveau Conseil départemental des jeunes
- 6 M€ d'aides pour les projets des territoires en faveur de la transition climatique
- Plantation d'arbres pour la forêt native du collège de Bethoncourt

DÉCEMBRE

- Début de l'exposition Devenir Courbet
- Le Budget primitif 2025 voté et une aide de 10 000 euros pour Mayotte
- Le Département partenaire de la Coupe du Monde de cyclocross à Besançon

ENGAGEMENT 1

Faciliter les parcours de vie



Parce que la solidarité est le premier des services publics

Dans un contexte de fragilisation sociale, notre collectivité fait le choix de la présence et de la continuité. Protéger l'enfance, accompagner les familles, prévenir les ruptures, garantir l'accès aux droits fondamentaux : ces missions sont au cœur du rôle social du Département. Cet engagement vise à renforcer l'action publique là où elle est la plus attendue. Il traduit une volonté claire : que personne ne soit laissé de côté, ni par son âge, ni par ses revenus, ni par sa situation familiale. Le Département du Doubs agit en proximité, dans la durée, pour que les parcours de vie – de la petite enfance au grand âge – puissent être soutenus, sécurisés et rendus possibles.



PROTÉGER LES ENFANTS À CHAQUE ÉTAPE DE LEUR PARCOURS

ZOOMS SUR 2024

Une politique volontariste de protection de l'enfance

En 2024, le Département a renforcé ses engagements en matière de protection de l'enfance, en plaçant la bientraitance, la coordination et l'innovation au cœur de ses actions.



Déployer une offre adaptée et évolutive

- Adoption en mars du Plan d'action 2024-2027 pour faire évoluer le cadre d'intervention en Protection de l'enfance.
- Développement de l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO) renforcée, externalisation des visites médiatisées et création d'un accueil expérimental pour adolescents en situation complexe.
- Inauguration de la Maison d'enfants à caractère social (MECS) de l'Association de sauvegarde de l'enfant à l'adulte du nord Franche-Comté (ASEA NFC) à Montbéliard, et pose des premières pierres des Villages d'enfants SOS à Besançon et à L'Isle-sur-le-Doubs.



CHIFFRES-CLÉS

82 M€ mobilisés pour la protection de l'enfance

2 045 enfants confiés (+6,8 %), dont 168 jeunes majeurs

40 assistants familiaux recrutés (+116 %)

2 687 informations préoccupantes traitées (+9 %)

61 pupilles de l'État, dont 5 adoptions

5 815 visites postnatales PMI

187 structures d'accueil pour 3 424 places

97 % des enfants de moyenne section ont bénéficié du bilan de santé PMI

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Les agents de la Protection maternelle et infantile (PMI) poursuivent leurs interventions auprès des collégiens et lycéens sur le sujet de la vie affective et sexuelle. 3 800 élèves de la primaire au lycée ont ainsi été rencontrés lors des 150 interventions de 2024.



Pose de la première pierre du Village d'enfants SOS à L'Isle-sur-le-Doubs.

Mieux accompagner les familles et les professionnels

- Mise en place de week-ends de répit pour les enfants en situation de handicap accueillis chez des assistants familiaux.
- Renforcement du contrôle qualité avec le signalement systématique des événements indésirables graves (EIG).
- Déploiement d'une gouvernance renouvelée, via la Mission d'information et d'évaluation (MIE) sur la politique enfance (65 recommandations validées).

Actions de terrain : proximité et créativité

- Atelier "Terr'ain d'entente" : atelier poterie parents-enfants sur le secteur bisontin, pour nourrir la relation affective.
- Jardin Bavard à Clairs-Soleil : espace d'éveil et de lien social pour les 0-3 ans et leurs parents.
- Week-end de répit pour assistants familiaux et enfants dans un gîte rural du Haut-Doubs.

ACCOMPAGNER LA JEUNESSE ET SOUTENIR L'ACCÈS AU SPORT

ZOOMS SUR 2024

Un maillage territorial complet assuré avec un contrat sport, culture, jeunesse pour chaque EPCI

En 2024, le Département a concrétisé son engagement à soutenir les politiques sport, culture, jeunesse des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Les 16 territoires

éligibles au contrat sport, culture, jeunesse ont été concertés pour définir leurs objectifs structurants et leurs engagements sur les priorités départementales. Ce travail partenarial a permis d'aboutir à la signature d'un contrat avec chacun de ces 16 territoires, dont trois qui n'en avaient pas mis en place lors de la précédente contractualisation.

Au-delà du soutien financier (403 000 €/an) accordé par le Département, cette démarche a permis de renforcer le dialogue stratégique sur ces domaines.



Avec le contrat sport, culture, jeunesse, le Département soutient les territoires.



Un nouveau Conseil départemental des jeunes élu pour deux ans.

Un Conseil départemental des jeunes (CDJ) renouvelé pour une plus forte implication des jeunes

Le CDJ du Doubs a officialisé son nouveau mandat mercredi 27 novembre 2024. Cet organe démocratique permet aux collégiens de représenter leurs pairs et de participer activement à la vie de leur territoire.

68 collégiens de 5^e et 4^e (41 titulaires et 27 suppléants) ont été élus pour un mandat de deux ans.

À l'occasion de ce nouveau mandat, des évolutions dans le fonctionnement du CDJ ont été mises en place en vue de renforcer les liens entre élus jeunes et les conseillers départementaux adultes et de mettre davantage les jeunes en situation de prise de décision.

Les groupes de jeunes, répartis par territoire (Besançon, Montbéliard et Pontarlier), sont désormais attachés à une commission départementale et travailleront sur les thématiques suivantes :

- Dynamique territoriale (Territoire de Besançon),
- Solidarités humaines (Territoire de Pontarlier),
- Développement humain (Territoire de Montbéliard).

2024, C'EST AUSSI :

- L'ouverture de la plateforme OZ au grand public le 28 mars 2024. Cette plateforme qui permet de faciliter l'accès à l'offre sportive adaptée compte 485 personnes/structures inscrites.
- Une cérémonie pour féliciter les jeunes diplômés de l'Aide sociale à l'enfance.



Les jeunes diplômés de l'Aide sociale à l'enfance accueillis au Département.



La plateforme OZ facilite l'accès à l'offre sportive adaptée.



La Saline royale a accueilli 125 jeunes aux Rencontr'Ados.

PAROLES DE JEUNE

Lily Bichet

Présidente du Conseil départemental des jeunes

« Lors de la réunion d'instauration du CDJ le 27 novembre dernier, j'ai beaucoup apprécié le fait de pouvoir échanger avec d'autres jeunes investis pour le bien-être des collégiens et de rencontrer des élus locaux qui nous ont fait profiter de leur expérience. Cette journée était impressionnante et faisait partie de l'aventure que l'on vit en tant que conseiller départemental jeune.

Lors de cette rencontre, j'ai été élue présidente du Conseil départemental des jeunes et je me dis qu'il faut que je sois à la hauteur de la confiance que m'ont témoignée les autres conseillers en m'élisant. Le rôle qui m'a été confié me tient particulièrement à cœur et j'espère pouvoir rassembler mes pairs autour de projets qui leurs parlent. »



CHIFFRES-CLÉS

219 personnes en situation de handicap accompagnées pour un montant de 32 850 €

77 écoles ont bénéficié d'une aide du Département au titre du dispositif natation pour un montant de 30 717 €

39 comités départementaux sportifs soutenus

125 jeunes ainsi que les élus du CDJ (Conseil départemental des jeunes) ont participé à Rencontr'Ados le 9 juillet 2024 à la Saline Royale d'Arc-et-Senans

53 associations sportives de collèges soutenues pour leur participation à des compétitions sportives de niveau départemental, régional ou national



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Sensibilisation

à la violence dans les relations filles-garçons

Lors de la journée Rencontr'Ados, le 9 juillet 2024 à la Saline Royale d'Arc-et-Senans, le centre de planification familiale a animé un atelier proposant aux jeunes une réflexion et un temps d'échange autour des questions relatives aux relations filles/garçons, à la place de la jalousie et du contrôle dans les relations amoureuses. L'atelier a permis une sensibilisation des jeunes à la question des violences dans les relations filles-garçons.

ENCOURAGER LA LECTURE PARTOUT ET POUR TOUS

ZOOMS SUR 2024

Les médiateurs du Pôle Courbet hors les murs

La campagne de conventionnement avec le bloc communal a débuté en 2024. Pour la période 2025 – 2029, des engagements réciproques, à partir d'objectifs partagés, seront proposés en lieu et places de simples critères.

Cette convention prévoit deux volets :

- Un générique définissant les critères prérequis pour accéder aux services de la Médiathèque départementale,
- Un spécifique pour s'adapter aux besoins de chaque territoire.

Il garantit, territoire par territoire, que les problématiques, objectifs et actions à mettre en œuvre soient partagés par l'ensemble des signataires.

En 2024, la campagne a concerné les 34 bibliothèques les plus structurées et leurs réseaux. En 2025, elle s'intéressera aux bibliothèques restantes.

De plus, la dimension « lecture publique » a été intégrée dans les nouveaux contrats territoriaux sports culture jeunesse, pour une prise en compte des bibliothèques au niveau des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), en fonction des territoires.



Poursuite du projet Bibliothèque numérique de référence (BNR)

L'étude du projet BNR, avec six bibliothèques pilotes, s'est achevée début 2024. Le dossier de candidature a été instruit par le ministère de la Culture en avril. Le projet, salué pour sa qualité et son ambition, bénéficie du taux maximal de subvention soit 52 % (571 200 € sur quatre ans pour un budget total de 1 095 000 €).

De nombreuses actions du projet BNR se sont concrétisées en 2024 :

- Le déploiement du nouveau Système intégré de gestion des bibliothèques (SIGB) avance puisque la procédure d'appel d'offres s'est achevée fin 2024.
- Le bus numérique a été commandé courant 2024 et devrait être livré fin 2025.
- Une concertation a été menée avec les bibliothèques partenaires, afin de choisir de nouvelles ressources numériques subventionnées, qui intégreront le nouveau portail en 2025.
- Les usagers, professionnels et bénévoles du réseau ont pu bénéficier d'actions de médiation et de formation au numérique, dont des actions spécifiques à la parentalité numérique, à l'éducation aux médias, à l'information et des actions innovantes portées par le nouveau chargé de développement culturel numérique.
- Des acquisitions ont été effectuées pour la ludothèque numérique (casques de réalité virtuelle, découpeuse vinyle, boîtes à histoires etc.).



La Médiathèque accompagne les projets de création de bibliothèques, ici à Belleherbe.

Accompagnement de nouveaux projets de création ou de modernisation de bibliothèques

En 2024, la Médiathèque départementale a poursuivi son travail d'accompagnement auprès du réseau, le plus souvent sur des projets pluriannuels. D'une part, pour des projets de construction/rénovation/modernisation en cours ou lancés en 2024 (Belleherbe, Étalans, Pouilley-les-Vignes, Rougemont, École-Valentin, Pugey, Oye-et-Pallet, Morteau, Frasne-Val Drugeon, Grand-Charmont, Métabief, Exincourt, Amancey, Bouclans, Boussières, Châtillon-le-Duc, Ornans, Quingey, Les Premiers Sapins).

D'autre part, pour dix bibliothèques lancées dans la conception et la rédaction de projets culturels, scientifiques, éducatifs et sociaux : Étalans, Pouilley-les-Vignes, École-Valentin, Oye-et-Pallet, Frasne-Drugeon, Métabief, Bouclans, Châtillon-le-Duc, Quingey, Les Premiers-Sapins.



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Des outils pour les bibliothèques et les collèges

Afin de répondre au principe d'égalité femmes-hommes, une attention toute particulière est portée aux contenus des ouvrages acquis par la Médiathèque départementale (MD) et mis à disposition du jeune public. La médiathèque propose également des outils d'animation aux bibliothèques du réseau départemental et aux collèges. En 2024, la MD a mis à disposition deux expositions itinérantes (« Bien dans leur genre », qui invite avec humour à s'interroger sur les relations filles-garçons et sur le rôle de chacun au sein de la famille ou de la société ; « Ensemble contre les violences faites aux femmes », qui pointe cette inégalité constituant un obstacle majeur à l'équilibre et à l'évolution des sociétés) ainsi qu'une valise thématique consacrée à 100 grands films de réalisatrices.

CHIFFRES-CLÉS

167 bibliothèques partenaires

128 435 documents prêtés dans les bibliothèques du réseau

26 journées de formation et rencontres professionnelles, 313 bibliothécaires salariés et bénévoles formés

36 séances d'éveil musical

63 projections de films documentaires et courts-métrages

2 279 usagers actifs sur la « Médiathèque numérique » pour 29 675 films ouverts



2024, C'EST AUSSI :

- La mise en œuvre d'actions en direction des publics-cibles « Petite enfance » des Solidarités : actions sur le secteur de Montbéliard et formations programmées mixant les publics.
- L'élargissement de la démarche de politique documentaire concertée : montée en puissance de l'activité de conseil documentaire avec davantage d'interventions sur le terrain par les référents documentaires et, à partir du 2^e semestre, mise en place d'un binôme « référent territoire/référent documentaire » pour le suivi des médiathèques avec professionnels.
- La préparation du Contrat territoire lecture avec Grand Besançon Métropole, qui sera signé en 2025.

PAROLES DE PARTENAIRE

Éloïse Kersen
Responsable de la Médiathèque d'École-Valentin

« La commune d'École-Valentin porte un projet ambitieux de restructuration de sa médiathèque pour en faire un véritable lieu de vie convivial et intergénérationnel. L'objectif est de répondre aux besoins des habitants tout en attirant de nouveaux publics, avec des services adaptés aux usages actuels et des collections riches et diversifiées. Le projet comprend le développement de nouveaux services tels qu'une ludothèque, une participation active des usagers à la vie de la médiathèque et le renforcement de notre rôle auprès des partenaires en tant que lieu de ressources. Depuis le lancement du projet, la Médiathèque départementale nous soutient activement par son expertise, que ce soit pour la rédaction du Projet culturel, scientifique, éducatif et social, l'animation des différents comités de pilotage ou la réflexion sur la politique documentaire. Cette coopération essentielle nous permet d'affiner notre projet et d'imaginer des espaces modernes, accessibles et inclusifs. La future médiathèque, portée par cette dynamique collective, pourra ainsi devenir un lieu de culture, d'échanges et de partage pour tous. »



DÉVELOPPER UNE OFFRE CULTURELLE ACCESSIBLE À TOUS LES HABITANTS

ZOOMS SUR 2024



Un schéma ambitieux et concerté pour les enseignements artistiques

En décembre 2024, l'Assemblée départementale a adopté un nouveau Schéma départemental de développement des enseignements artistiques (SDDEA), fruit d'une large concertation. Il fixe trois grandes priorités :

1. Soutenir les écoles de musique, notamment en zone rurale ;
2. Faciliter la coopération entre acteurs culturels ;
3. Valoriser les pratiques amateurs comme levier d'inclusion sociale.



Accessibilité culturelle : l'exemple du Pôle Courbet

- Médiations adaptées pour personnes en situation de handicap, avec outils tactiles, audiodescription, langue des signes française, explications en français facile à lire et à comprendre, etc.
- Partenariat inédit avec Les Salins de Bregille, pour proposer des rencontres olfactives à des enfants aveugles et malvoyants.
- Ateliers créatifs, parcours olfactifs, visites adaptées : l'art pour toutes et tous !
- 231 événements organisés au Pôle Courbet (spectacles, visites guidées, concerts...).



Atelier à la ferme Courbet à Flagey : avec les fleurs, feuillages et éléments du jardin, les participants créent un paysage de la ferme.

© Pôle Courbet



Concert à l'atelier Courbet à Ornans par Fayçal Sahli, oudiste, qui proposait un voyage entre Europe et Orient autour de l'exposition Delacroix s'invite chez Courbet.

© Pôle Courbet

Soutenir la création et la médiation

- Parcours à la carte pour les scolaires : musée, atelier, ferme Courbet, sentiers artistiques...
- Création d'un podcast pour les professionnels de l'enfance du secteur de Montbéliard.

2024, C'EST AUSSI :

- Une exposition des travaux réalisés dans le cadre du dispositif « La classe, l'œuvre » au sein du musée Courbet. Cet événement a permis d'accueillir presque la totalité des enfants et leurs familles lors de la restitution des travaux.
- Une formation avec la Compagnie la Tortue proposée aux professionnels de l'enfance et de la famille du secteur de Montbéliard (« Présence artistique et émerveillement ») et la création d'un podcast à destination du service de Protection maternelle et infantile.
- 154 places de spectacle ou de cinéma du festival « Drôlement bien » pour les usagers des centres médico-sociaux du secteur de Besançon ou des assistantes familiales avec leurs enfants confiés.

PAROLES DE PARTENAIRE

Élisa Boiteux

Professeur au Collège Olympe de Gougues ayant accompagné sa classe de 5^e au spectacle *20 000 lieues sous les mers* le 5 mars 2024 à la Maison des arts et des loisirs de Sochaux (MALS) dans le cadre du Parcours artistique et culturel des collégiens

« Le spectacle s'est bien passé, les élèves ont vraiment apprécié la représentation d'autant plus que, pour la quasi-totalité de la classe, c'était la première fois qu'ils se rendaient au théâtre. Ils ont aimé la représentation de *20 000 lieues sous les mers*, l'ont trouvée très drôle. [...] Nous avons également beaucoup apprécié le spectacle de notre côté en tant qu'accompagnateurs. »



CHIFFRES-CLÉS

1 113 personnes (structures sociales/ handicap ; scolaires) bénéficiaires des actions hors les murs du Pôle Courbet

117 classes ont bénéficié d'une médiation au sein du Pôle Courbet (**4 067** élèves et enseignants)

107 groupes (structures sociales/ handicap) accompagnant des publics dits empêchés ont bénéficié d'une médiation au sein du Pôle Courbet (1 173 personnes)

231 événements programmés au Pôle Courbet (conférences, concerts, visites guidées, spectacles, etc.)

6 201 élèves de moins de 25 ans dans **37** écoles de musique et **3** conservatoires pour l'année scolaire 2023/2024

PROMOUVOIR UN PARCOURS RÉSIDENTIEL POUR CHACUN, AMÉLIORER ET DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENTS

ZOOMS SUR 2024



Une politique de l'habitat articulée aux parcours de vie

Le nouveau Plan départemental pour le logement des personnes défavorisées (PDALHPD), adopté pour 2024-2028, établit un lien renforcé entre logement, emploi et santé. Il complète le Plan départemental pour l'habitat et le Plan d'insertion, dans une logique transversale et humaine.

Piloter localement les politiques logement

- Renouveau de la délégation des aides à la pierre : le Département instruit désormais directement les aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et de l'État.
- Création d'un comité de pilotage habitat indigne, réunissant tous les partenaires.
- Mise en œuvre du dispositif AGIR pour l'accompagnement des réfugiés vers le logement et l'emploi.

Des dispositifs innovants et adaptés

- Lancement d'une expérimentation de colocation jeunes actifs dans le Haut-Doubs.
- Création de l'instance ASCAL (Accompagner les situations complexes d'accès au logement), réduisant les délais de traitement grâce à une coordination territorialisée.
- Signature du Pacte France Rénov' pour accompagner les ménages dans la rénovation de leur logement.



Appartement témoin de l'expérimentation de colocation jeunes actifs dans le Haut-Doubs.



2024, C'EST AUSSI :

- L'adoption d'un nouveau règlement d'intervention en faveur de la production d'une offre de logements par les bailleurs publics.
- L'évolution des aides aux ménages en faveur de la lutte contre la précarité énergétique et le maintien à domicile, en articulation avec les aides de l'Anah.
- L'évolution du dispositif portant « Mesures d'accompagnement social d'intégration – MASI » au profit du nouveau dispositif « AGIR » (Accompagnement global et individualisé des réfugiés) pour le logement et l'emploi.

PAROLES DE PARTENAIRE

Fabien Margueron

Directeur de la Maison de l'habitat du Doubs

« La Maison de l'habitat du Doubs a poursuivi son action visant à déployer les politiques de l'habitat et du logement sur l'ensemble du territoire, au plus proche des collectivités et des ménages. Elle s'affirme comme un lieu de ressources et d'expertises pour l'ensemble des doubiens et les conseillers s'attachent à apporter des conseils neutres et personnalisés sur tout un ensemble de thématiques (rénovation énergétique, architecture, juridique, fiscalité...). L'année 2024 a été l'occasion d'établir les premiers bilans de la contractualisation précédente, au regard des animations et des permanences décentralisées mises en œuvre. Ce travail a permis de proposer certaines évolutions, en vue du renouvellement des partenariats avec le bloc communal, de manière à s'inscrire dans les Pactes territoriaux définis localement et à renforcer l'ancrage local de ce service public de la rénovation de l'habitat. »



CHIFFRES-CLÉS

6,2 M€ pour la rénovation de l'habitat privé

97 logements sociaux créés

36 nouvelles places en pension de famille à Sochaux

30 logements captés dans le parc privé pour des ménages fragiles

1 200 ménages accompagnés via le PDALHPD et de la déclinaison de la stratégie dite du « Logement d'abord »

150 situations traitées par ASCAL, 46 logements attribués



RENFORCER ENCORE L'ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS LES PLUS FRAGILES DANS CETTE PÉRIODE INFLATIONNISTE

ZOOMS SUR 2024



Maintien d'un haut niveau de soutien aux associations d'aide alimentaire

En 2023, le Département a fait le choix de renforcer son soutien financier aux associations d'aide alimentaire de 50 000 € pour agir auprès des publics les plus en difficulté. En 2024, ce niveau élevé a été maintenu. Au total, ce sont 170 450 € qui ont été versés aux associations d'aide alimentaire.

Maintien du soutien aux personnes isolées

Depuis 2021, les ménages les plus précaires sont particulièrement touchés par l'inflation. Parmi eux, les personnes isolées voient leur situation financière se dégrader. Pour cette raison, le choix a été fait de maintenir un haut niveau d'intervention à destination de ce public de plus en plus nombreux. Le fonds dédié aux personnes isolées a ainsi bénéficié à 1 175 personnes en 2024. Depuis 2021, la dépense a augmenté de 25 % passant de 134 000 € à 167 000 €.



Le fonds dédié aux personnes isolées a bénéficié à 1 175 personnes en 2024.

Des moyens d'agir comme levier à l'accompagnement social

Le maillage territorial des centres médico-sociaux du Département permet d'accompagner les personnes en situation de précarité sur l'ensemble du territoire. Les professionnels disposent de moyens financiers via des aides individuelles spécifiques mais également de la possibilité de mettre en œuvre des mesures d'accompagnement dédiées au développement de l'autonomie de gestion budgétaire et dans le logement. Par ailleurs, le Département assure un maillage supplémentaire avec les associations présentes dans le champ de l'action sociale pour permettre une prise en compte de l'ensemble des besoins des personnes rencontrées. Ainsi, en 2024, ce sont 14 associations qui ont bénéficié de subventions départementales pour lancer des actions dans le champ de la mobilité, la santé et la mobilisation vers l'emploi.



Le maillage territorial des CMS du Département permet un accompagnement de proximité, comme ici à Étupes.

2024, C'EST AUSSI :

- Le renouvellement du partenariat avec les centres communaux d'action sociale (CCAS) du territoire pour une année.
- Le maintien des groupes d'analyse de la pratique dédiés aux professionnels du travail social.
- La signature du Contrat local des solidarités qui permet de valoriser les actions menées par le Département auprès de l'État pour bénéficier d'une participation à l'effort financier de la collectivité.
- Les aides individuelles financières qui permettent un accès aux biens électroménagers pour les ménages les plus précaires. Un partenariat avec les associations *ENVIE* et *Saint-Vit informatique* permet de favoriser la fourniture de matériel reconditionné aux ménages.

CHIFFRES-CLÉS

3 203 ménages accompagnés par le fonds de solidarité pour le logement (FSL)

6 300 aides d'urgence et de subsistance et autres aides financières individuelles (fonds personnes isolées, fonds d'aide sociale à l'enfance (ASE), fonds d'aide aux jeunes et fonds insertion)

456 ménages dont la situation a été étudiée en Commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX)

OFFRIR AUX DOUBIENS UNE INCLUSION NUMÉRIQUE RÉGULÉE ET RÉHUMANISÉE

ZOOMS SUR 2024



France numérique ensemble (FNE) : la Préfecture et le Département bien connectés

L'évolution sociétale s'accompagne d'une présence croissante du numérique dans le quotidien de chacun, que ce soit dans la sphère professionnelle ou personnelle et quel que soit l'âge.

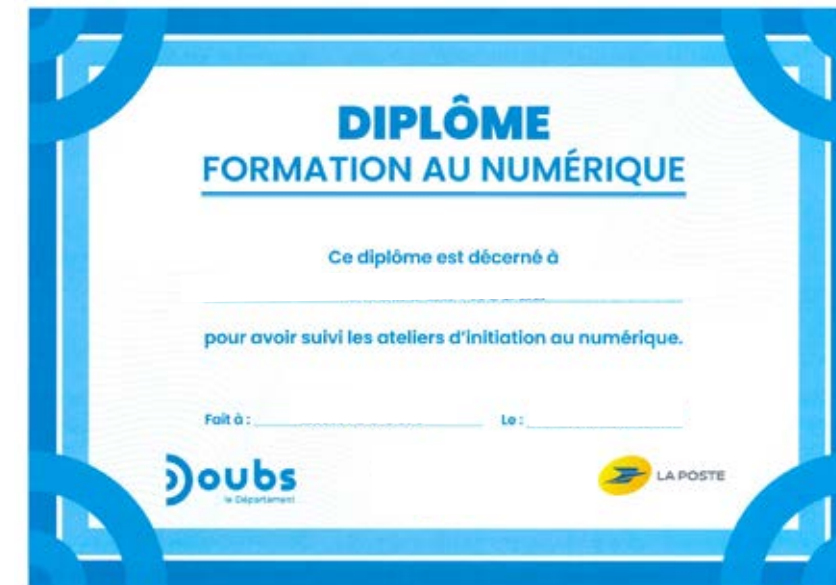
Accompagner et réguler cette évolution constitue un enjeu fort pour l'avenir de chacun. Là est tout le sens de la feuille de route France numérique ensemble, co-pilotée et coanimée par les services de la Préfecture et le Département, dans un cadre territorial départemental et au plus près des besoins des usagers. Ainsi, lors du comité de pilotage dédié du 1^{er} octobre 2024, le principe de gouvernance partagée de la feuille de route départementale et les trois axes stratégiques suivants ont pu être posés et déclinés :

- Faciliter l'accès au numérique dans le département du Doubs,
- Favoriser l'accompagnement des usagers et renforcer l'adéquation des formations aux réalités opérationnelles et territoriales du département,
- Développer la transversalité entre les acteurs de l'inclusion numérique pour accompagner les parcours usagers et les soutenir dans leur structuration.

Dans cette dynamique partenariale et en concertation avec les acteurs de l'inclusion numérique, un programme d'actions évolutif est amené à se coconstruire et à se développer en faveur des usagers tout en favorisant l'accompagnement au numérique et en préservant le lien humain.



Le Département a cofinancé une série d'ateliers numériques.



Le numérique pour tous grâce aux projets soutenus sur tout le territoire

Retenu parmi les projets cofinancés par le Département du Doubs et La Poste, le Centre communal d'action sociale de Sochaux a organisé une série de douze ateliers numériques de deux heures. De profils variés (demandeurs d'emploi, actifs, retraités, parents...), les participants ont pu se familiariser avec les usages du numérique y compris sur le volet sécurité. Lors de la remise des diplômes un des bénéficiaires a déclaré « l'évolution rapide de l'informatique nécessite de s'y intéresser, peu importe son âge, afin d'éviter l'exclusion ». Tout est dit !

2024, C'EST AUSSI :

- L'instauration d'une coordination du dispositif conseillers numériques sur le plan départemental. Elle permet la constitution et l'animation d'un réseau départemental de près de 20 conseillers qui, œuvrant en faveur de l'inclusion numérique et au service de l'ensemble des usagers, se veut être ressource et facilitateur.
- 25 actions financées dans le cadre du partenariat avec la Poste pour un montant total d'aides de 190 M€.
- 8 sessions numériques ciblées sur les publics seniors soutenues par la Conférence des Financeurs.

CHIFFRES-CLÉS

8 territoires ont accueilli le dispositif Microfolies, mode d'immersion culturelle innovante ouvert à tous les publics

4 638 élèves de 31 collèges sensibilisés aux usages numériques

415 usagers et près de 100 professionnels bénéficiaires de la médiation numérique de la Médiathèque départementale



4 638 élèves de 31 collèges sensibilisés aux usages numériques comme ici au collège Paul Langevin d'Étupes.

PAROLES DE PARTENAIRE

Nathalie Valleix

Secrétaire générale de la Préfecture du Doubs

« La transition numérique en cours impose de porter des politiques ambitieuses alors que près de 31,5 % des personnes en France sont encore plus ou moins éloignées du numérique. Les travaux issus du Conseil national de la refondation (CNR) « Numérique » ont permis d'établir une feuille de route stratégique baptisée « France numérique ensemble » pour la période 2023 - 2027, appelée à être déclinée territorialement.

Le Département du Doubs, déjà fortement impliqué en matière de politique d'inclusion numérique dans le cadre notamment de son schéma départemental d'inclusion numérique (SDIN), est ainsi apparu légitime pour co-piloter et coanimer avec mes services la feuille de route départementale.

Prenant notamment appui sur le SDIN, notre feuille de route départementale va pouvoir se décliner dans un cadre partenarial et va contribuer à l'acculturation du numérique des usagers. »



APPORTER DES RÉPONSES TERRITORIALISÉES, DIVERSIFIÉES ET ADAPTÉES AUX BESOINS DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

ZOOMS SUR 2024

Le Haut-Doubs expérimente les points relais autonomie

Afin de simplifier le service aux usagers, de le rendre plus lisible, accessible et de coordonner l'action territoriale, une démarche a été engagée sur le territoire du Haut-Doubs qui visait à :

- Affirmer les Centres médico-sociaux (CMS) comme interlocuteurs de proximité auprès de la population sur les questions relatives au vieillissement, avec le concours des CCAS/CIAS* du territoire, ainsi que des Maisons France Services,
- Renforcer leur capacité à accueillir et apporter de l'information généraliste aux publics concernés.



En 2024, ces acteurs, labellisés « points relais autonomie » ont été formés par le Service soutien à l'autonomie du Haut Doubs. Ils ont désormais la capacité d'apporter des informations de 1^{er} niveau aux personnes âgées et en situation de handicap et de les soutenir

dans leurs démarches administratives (dossiers de 1^{re} demande Allocation personnalisée d'autonomie (APA), Allocation aux adultes handicapés (AAH), etc.).

*Centre communal d'action sociale/ centre intercommunal d'action sociale



Pose de la première pierre de la plateforme de services de Saint-Vit.

Agrandissement des « Vergers de Sésame »

L'Association Sésame Autisme accueille et accompagne sur le département près de 195 enfants, adolescents et adultes présentant un trouble du spectre autistique, avec le soutien de 160 professionnels. Chaque année, le Département soutient financièrement l'accompagnement des adultes pris en charge par Sésame Autisme, à hauteur d'environ 3,3 M€.

À Hérimoncourt, Sésame Autisme gère la structure « Les Vergers de Sésame », établissement médico-social pour adultes. En septembre 2024, un second bâtiment a été inauguré sur le site. Accolé à l'ancien, il offre cinq places supplémentaires, portant ainsi la capacité d'accueil à 30 résidents. Deux unités ont été créées avec des matériaux adaptés aux particularités des résidents.

Ces nouveaux lieux, plus confortables pour les personnes accueillies et plus ergonomiques pour les professionnels, améliorent la qualité de l'accompagnement et répondent aux attentes des familles.



Pose de la première pierre de la plateforme de services de Valdahon.

De nouvelles plateformes de services à Saint-Vit, Valdahon et Valentigney

En 2024 a eu lieu la pose de la première pierre pour trois nouveaux projets dédiés aux personnes âgées, dans le cadre d'un vaste plan de création de 140 places en Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) dans le Doubs.

L'objectif est d'offrir aux résidents un véritable lieu de vie en ouvrant les établissements sur la vie extérieure et en favorisant les liens intergénérationnels.

Ainsi, la plateforme de Saint-Vit, comprenant un EHPAD (88 places) et une résidence autonomie (40 places dont 20 pour personnes handicapées), pourrait proposer une livraison de repas à l'école voisine.

L'EHPAD de Valentigney (96 places) situé en centre-ville, est proche d'une piscine, d'une crèche, d'une médiathèque et du futur pôle médical. Valdahon, enfin, regroupe un EHPAD (93 places), une résidence autonomie (30 places), un relais d'assistant maternel et le service d'EHPAD hors les murs.

Ouvertures prévues fin 2025/début 2026.



Pose de la première pierre de la plateforme de services de Valentigney.

Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) : accompagnement et innovation

Les conseillers de la MDPH ont accueilli 6 300 personnes, reçu plus de 30 000 appels téléphoniques et répondu à 16 000 demandes mail. Après une forte hausse, le nombre de demandes se stabilise autour de 14 000 dossiers déposés. Dans le Doubs, ce sont plus de 49 000 personnes en situation de handicap qui ont un droit ouvert.

Parallèlement, la MDPH est engagée dans l'innovation numérique. Elle est pilote national du système d'information. En 2024, elle a renforcé son accompagnement auprès des autres MDPH, est référente auprès de 13 d'entre elles pour les soutenir dans le déploiement de leurs outils numériques.

Enfin, deux « facilitateurs de choix de vie » ont rejoint la MDPH. Ils accompagnent les personnes en situation de handicap dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet, qu'il soit personnel, professionnel, culturel..., en facilitant l'accès aux droits et aux ressources du territoire.



2024, C'EST AUSSI :

- Les délais d'instruction des demandes d'APA à domicile ramenés à 2 mois (délai réglementaire).
- Une augmentation des aides financières pour l'acquisition de petit matériel adapté : 361 aides attribuées à 212 bénéficiaires, pour un montant total de 35 772 € (23 202 € en 2023, soit + 54 %).
- Un diagnostic lancé par le Département, avec l'appui de Ma Boussole Aidants, pour mieux identifier les aidants de personnes âgées et/ou handicapées, leurs besoins et analyser l'offre de soutien existante sur le territoire. Ce diagnostic permettra d'élaborer une stratégie départementale dédiée.
- Une matinée conviviale réunissant une dizaine d'accueillantes familiales et de professionnels des territoires, le 21 novembre 2024 au collège de Baume-les-Dames, qui a permis d'échanger sur l'attractivité du métier, les défis rencontrés et les clefs d'un accueil réussi. Ce temps collectif particulièrement apprécié a vocation à être renouvelé en 2025.
- Le lancement d'une enquête, d'une durée de huit mois, auprès des professionnel(le)s des services d'aide à domicile (SAAD), à travers des questionnaires et des journées d'immersion dans les services sous convention avec le Département notamment, pour identifier les points à valoriser ou à perfectionner et proposer des actions concrètes pour renforcer l'attractivité du métier d'aide à domicile et améliorer les conditions de travail.

CHIFFRES-CLÉS

6 390 bénéficiaires de l'APA à domicile, pour un montant total de dépenses de **36,7 M€**

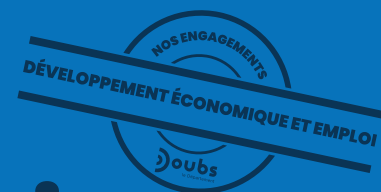
3 828 bénéficiaires de l'APA en établissement, pour un montant total de dépenses de **20,7 M€** (+ 2,87 M€ par rapport à 2023)

2 294 bénéficiaires de l'Aide sociale à l'hébergement (71 % de personnes handicapées, 29 % de personnes âgées), pour un montant total de dépenses de **70,2 M€** (+ 2,36 % par rapport à 2023)

706 élèves en situation de handicap ayant bénéficié d'un transport, soit + 7,8 % par rapport à 2023, pour une dépense totale de **4,17 M€**

ENGAGEMENT 2

Agir pour l'emploi et le développement économique



Parce que l'émancipation passe par le travail et la capacité à entreprendre

Face aux fractures sociales et territoriales, nous avons choisi de faire du retour à l'emploi une priorité absolue. Non pas un accompagnement passif, mais un engagement actif : parcours sur mesure, soutien à l'initiative, mise en réseau avec les entreprises.

Car derrière chaque chiffre, il y a un parcours, un potentiel, une dignité à restaurer. Le développement économique ne se résume pas à l'attractivité : c'est aussi une question de justice.



APPORTER UN ACCOMPAGNEMENT « SUR MESURE » AU RETOUR VERS L'EMPLOI

ZOOMS SUR 2024

La nouvelle gouvernance locale du réseau pour l'emploi se met en place et le Département a la volonté de demeurer au cœur de la dynamique du retour à l'emploi. Notre collectivité se positionne à la fois comme facilitatrice et animatrice.

Trois parcours pour les publics allocataires du RSA

Le déploiement des trois parcours d'accompagnement des publics allocataires du RSA est désormais complet. Personnalisés, ces trois parcours permettent de mieux qualifier les actions et engagements réciproques des allocataires et des professionnels qui les guident. Les 12 300 allocataires bénéficient d'une orientation rapide et respectant les obligations prévues par la loi dite du plein emploi votée en décembre 2023.



Généralisation des dispositifs et rapprochement avec les entreprises

L'année 2024 a été marquée par la généralisation de l'ensemble des dispositifs et solutions emploi et insertion : coachs filières, conseillers en insertion professionnelle, équipes de psychologues et juste droit. Les leviers et moyens sont ainsi renforcés et vont permettre d'apporter des solutions en plus grand nombre pour faciliter les sorties dynamiques : reprise d'emploi, contrat d'insertion en structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou encore inscription en formation professionnalisante pour les allocataires les plus proches de l'emploi.



Organisation par le Département d'un salon dédié au recrutement pour rapprocher employeurs locaux, allocataires et organismes de formation.

Le Département veille aussi à rapprocher les allocataires du RSA et les entreprises qui recrutent sur notre territoire avec :

- La structuration d'une offre de service dédiée aux entreprises qui recrutent en lien avec France Travail (identification des opportunités en recrutement et promotion de profils d'allocataires du RSA d'une part ; accompagnement social lors de la phase de prise de poste d'autre part).
- La préparation des publics grâce à des parcours immersifs thématiques sur des secteurs en tension (hôtellerie-restauration, industrie, bâtiment et travaux publics).
- Le soutien financier au recrutement d'allocataires du RSA en contrat initiative emploi (CIE).
- L'organisation de salons dont le Salon Doubs pour l'emploi pour créer des rencontres entre les employeurs locaux, les allocataires et les organismes de formation.
- Le soutien aux 42 structures de l'IAE pour favoriser le recrutement d'allocataires du RSA et ainsi étoffer leurs compétences professionnelles et encourager les sorties dynamiques.



Réunion SIAE - DTSHB : journée dédiée à l'insertion par l'activité économique du bassin d'emploi bisontin.

2024, C'EST AUSSI :

- L'organisation d'une journée dédiée à l'insertion par l'activité économique (IAE) en octobre avec l'ensemble des 17 Structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) du bassin d'emploi bisontin, les partenaires du réseau pour l'emploi et l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'insertion.
- L'adaptation du conventionnement avec les SIAE pour mieux tenir compte de la dynamique de sorties positives de l'ensemble des publics qu'elles accompagnent.
- La préparation d'allocataires du RSA au salon CAP VERS L'EMPLOI de septembre 2024.
- L'animation des petits-déjeuners du RSA à l'emploi dans les différents bassins d'emploi locaux pour encourager la mobilisation des employeurs et faire connaître aux entreprises notre offre de services.
- Le renforcement du partenariat avec la Caisse d'allocations familiales du Doubs (CAF 25) en vue de préparer les réformes issues de la loi plein emploi et des solidarités à la source.
- Le renforcement du partenariat avec France Travail et les acteurs du réseau pour l'emploi.
- La mise en œuvre des Comités locaux pour l'emploi et l'installation du comité départemental pour l'emploi co-piloté par la présidente du Département et le préfet de département.
- La mise en service, au 18 mars 2024, du logiciel « Parcours » au sein du Département pour permettre le partage de données et d'informations entre professionnels, améliorer l'accompagnement des usagers vers le retour à l'emploi, les délais de traitement des dossiers, moderniser et fluidifier les méthodes de travail. Ouverte à 300 professionnels du Département, la plateforme va être progressivement rendue accessible à nos partenaires de l'accompagnement social (CCAS, associations délégataires...)



Des petits-déjeuners du RSA à l'emploi ont été organisés dans différents bassins d'emploi.

PAROLES D'AGENTS

Karine et Olivier
Chargés de mission FSE



La mobilisation du FSE sur le secteur de l'insertion et du retour à l'emploi est un levier complémentaire

« Le Fonds social européen (FSE) constitue un outil essentiel de la politique d'insertion menée par le Département par l'effet levier qu'il produit sur l'emploi dans les territoires. Pour l'année 2024, 27 opérations ont été soutenues, pour un montant programmé de près de 2,5 M€. L'accompagnement dans et vers l'emploi des citoyens qui en sont le plus éloignés est la priorité de l'intervention des crédits FSE dans le Doubs avec plus de 2 M€ consacrés aux parcours d'accompagnement dans les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et 220 K€ spécifiquement dédiés à l'accès à l'emploi des jeunes de moins de 30 ans. Les crédits restant ont permis de développer des dispositifs de lien social pour lutter contre la pauvreté ou l'exclusion, de promouvoir l'emploi d'insertion dans le cadre des marchés publics, de soutenir une auto-école solidaire, de proposer des ateliers d'acquisition des savoirs de base ou encore de favoriser la remobilisation vers un projet professionnel de personnes en situation de handicap. »



CHIFFRES-CLÉS

1 000 allocataires en parcours renforcé et suivis par un coach filières

550 allocataires du RSA accompagnés par un conseiller en insertion professionnelle

Plus de 6 500 situations de non-conformité traitées en équipes pluridisciplinaires chargées de sanctionner les manquements aux obligations

1 170 allocataires ayant le statut de travailleurs non-salariés accompagnés dans un parcours dédié

350 équivalents temps plein financés dans les différentes structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE)

800 contrats d'insertion en SIAE

3 000 personnes présentes au Salon Doubs pour l'emploi en 2024 et près de 250 recrutements rendus possibles grâce à cet évènement annuel

83 M€ mobilisés pour payer les droits du RSA

3 M€ pour soutenir les SIAE

Plus de 2 M€ pour contribuer à la levée des freins grâce à la mobilisation de nombreux acteurs de l'insertion sociale et socio-professionnelle

INTENSIFIER ET DIVERSIFIER LE SOUTIEN EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN PARTENARIAT AVEC LES TERRITOIRES

ZOOMS SUR 2024

Immobilier d'entreprises, les conventionnements réalisés

Finalisation de la contractualisation avec les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au titre de l'immobilier d'entreprises : les Communautés de communes du Grand Pontarlier et du Pays d'Héricourt ont rejoint le Département en avril. 15 EPCI sur 17 sont engagés dans ce partenariat. Grand Besançon Métropole (GBM) et Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) n'ont pas souhaité conventionner avec le Département.

Mieux connaître la répartition des commerces de proximité

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Saône Doubs, via le partenariat établi avec le Département pour la période 2023-2027, a réalisé une étude qui identifie les territoires du Doubs les plus carencés en commerces de proximité.



Mieux accompagner les entreprises

Mise en place d'un partenariat avec la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA) Bourgogne-Franche-Comté, pour la période 2024-2026, pour une meilleure visibilité des enjeux économiques à l'échelle des territoires et des besoins d'accompagnement des entreprises. Cela a permis l'organisation auprès des artisans de formations de sensibilisation aux enjeux de la commande publique, aux usages du numérique, ou encore à l'hygiène alimentaire.

L'impact des aides départementales

Le Département a réalisé une enquête auprès des 24 entreprises soutenues en 2024, et dont le projet était réalisé ou en court d'achèvement, pour connaître l'impact des aides économiques allouées.

Les résultats, consolidés en décembre 2024, mettent en évidence le bon fonctionnement du partenariat avec les EPCI et l'intérêt de l'octroi de ces subventions.

Le financement départemental a ainsi été crucial pour Anthony Javaux, dirigeant du garage Javaux Automobiles à Levier : « *l'aide de la Communauté de communes Altitude 800 et du Département du Doubs a été un déclencheur pour engager ce projet immobilier qui permet l'évolution de notre entreprise, l'embauche de nouveaux salariés et l'amélioration de notre impact environnemental.* »

Même sentiment pour Benoît Wittrand, gérant de la société « Capsules et Bouchons » à Baume-les-Dames pour qui l'aide pour réaliser l'extension immobilière a garanti « *une meilleure visibilité, un accroissement de l'activité et l'embauche à venir de personnel.* »

2024, C'EST AUSSI :

- La dématérialisation des demandes d'aides au titre de l'immobilier d'entreprises depuis mars 2024, pour plus d'efficacité et de services aux entreprises et EPCI.
- La détection et l'accompagnement des projets pour le maintien des services marchands en milieu rural, en lien avec les communes et les EPCI.



CHIFFRES-CLÉS

30 projets soutenus en 2024 au titre de l'immobilier d'entreprises grâce aux partenariats avec les **15** EPCI signataires d'une convention avec le Département, avec une prédominance des secteurs des services de proximité et de l'industrie

7 opérations de maintien ou de création de services marchands en milieu rural, souvent accompagnés en partenariat avec la commune d'implantation (dont trois boulangeries et deux épiceries multi-services)

1 277 000 € d'aides allouées au titre de ces politiques de soutien à l'investissement des entreprises, dont **173 000 €** correspondant à la participation financière des EPCI pour les projets d'immobilier d'entreprises sur leur territoire.



Immobilier d'entreprise : 15 EPCI sur 17 ont contractualisé avec le Département.

PAROLES DE PARTENAIRES

Claude Bleyer, directeur de Profer 25

Profer 25 est une des premières sociétés à bénéficier du nouveau dispositif économique mis en place par le Département avec les Communautés de communes. Pour son déménagement dans la Zone d'activité d'Europols II et son agrandissement, Profer 25 a obtenu une aide de 50 000 € du Département et de 5 000 € de la Communauté de communes Doubs Baumois.

« C'est en venant livrer un de nos clients que nous avons eu un coup de cœur pour la zone d'activité d'Autechaux. À l'étroit à Besançon et locataires, nous avons choisi d'investir en construisant un bâtiment trois fois plus grand et en achetant une nouvelle machine pour diversifier notre activité. Ces aides sont importantes car nous nous sentons soutenus par les collectivités locales. »



Olivier et Caroline Malewicz, gérants du café-restaurant O'Deux Fontaines à Mercey-le-Grand

Avec l'ouverture mi-avril 2024 du café-restaurant O'Deux Fontaines à Mercey-le-Grand, le Département a célébré son sixième soutien à des commerces de proximité en milieu rural.

« Nous avons toujours rêvé d'avoir notre propre établissement tout en redonnant vie à un village. L'aventure n'était pas évidente, mais nous avons immédiatement aimé Mercey et son équipe municipale très accueillante. »

Didier Aubry, maire de Mercey-le-Grand

« Depuis 2017, il n'y avait plus de café-restaurant à Mercey. Nous avons donc contacté l'association « 1 000 cafés » qui soutient les projets en milieu rural. Ce travail d'équipe municipale a été efficace puisque nous sommes les premiers dans le Doubs à bénéficier de ce programme. Le Département finance 25 % du projet, soit 36 980 €, dans le cadre du maintien des services en milieu rural ainsi qu'une aide de 43 566 € pour le logement locatif communal destiné aux gérants. Six mois de travaux ont été nécessaires pour créer ce bâtiment « basse consommation » dans l'ancienne mairie, intégrant des solutions écologiques : chauffage par géothermie, isolation en matériaux biosourcés, panneaux photovoltaïques, éclairage LED. Le mobilier et le matériel professionnel pour le café-restaurant ainsi que le logement à l'étage ont été inclus dans le projet. Nous voulions un lieu qui soit exemplaire pour la planète et pour les économies d'énergie. »



SOUTENIR L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS

ZOOMS SUR 2024

Rapprocher nos producteurs locaux de la cuisine collective

Le Département poursuit son travail auprès des fournisseurs de produits locaux pour faciliter la vente auprès de la restauration collective. Ainsi, un tiers des achats a été réalisé par les collèges via la plateforme Agrilocal25 qui met en relation ces établissements avec les producteurs tout en facilitant la passation des commandes. Soit un chiffre d'affaires de 364 k€ et une progression de 7 % par rapport à 2023. Par ailleurs, des marchés de producteurs locaux (dégustation et/ou vente) ont été organisés pour la première fois, à titre expérimental, dans six collèges volontaires (Audincourt, Clerval, Pierrefontaine-les-Varans, Pouilley-les-Vignes, Sancey et Seloncourt) pour faire découvrir aux parents d'élèves les produits utilisés par les cuisiniers des collèges.



Marché des producteurs locaux au collège de Pierrefontaine-les-Varans.



Grand succès pour l'agriculture du Doubs et « Terres de Jim ».

« Terres de Jim »

Le Département, partenaire de la manifestation nationale qui a rassemblé 70 000 personnes, du 6 au 8 septembre à Mamirolle, était présent pour faire découvrir l'agriculture du Doubs au grand public, promouvoir ses actions en matière d'agriculture, de restauration publique (collèges), sanitaire (Laboratoire vétérinaire départemental) et de biodiversité (eau et milieux naturels).



Plus de chambres d'hôtes de référence pour le Doubs

Soutien à l'hébergement touristique de qualité à travers le déploiement, par Doubs Tourisme, de la qualification nationale « Chambre d'hôtes référence » depuis 2023 : réalisation de dix visites de qualification, attribution de la qualification à sept nouvelles structures, et remise de plaques aux premières structures qualifiées lors de l'Assemblée générale de Doubs Tourisme le 4 juin, dans une logique de valorisation du métier d'hébergeur touristique.

Petite enfance : le soin apporté aux conditions de travail des personnels

Grâce au Schéma départemental des services aux familles (SDSF), le service de Protection maternelle et infantile (PMI) du Département a mené une enquête auprès des 3 901 assistants maternels du Doubs sur leurs conditions d'exercice, les freins et leviers pour l'attractivité du métier. Analyse des retours en 2025.

En parallèle, le déploiement des logiciels métier PMI a continué sur 2024 avec notamment le module réservé aux consultations infantiles et celui au centre de santé sexuelle. Ils répondent aux normes du règlement général sur la protection des données (RGPD), favorisent la traçabilité des soins et permettent d'établir l'activité PMI avec précision.



La promotion de la formation des assistants familiaux

Au printemps 2024, plusieurs assistantes familiales et éducateurs du Haut-Doubs se sont rassemblés pour identifier des thèmes clés de leur métier. Avec le soutien du studio Reezet, start-up de Pontarlier, ils ont créé des contenus vidéo et audio pour les professionnels de la protection de l'enfance du Département.

Une quinzaine de contenus est désormais disponible. Ils sont conçus comme des outils complémentaires aux formations (du Centre national de la fonction publique territoriale, de l'Institut régional du travail social (IRTS)...). Après une première phase test réussie sur le Haut-Doubs, ce projet va être déployé à l'échelle départementale.

Concernant les assistants familiaux du Département, une référente d'accompagnement professionnel dédiée, au sein des services départementaux, s'assure de les soutenir dans leur positionnement professionnel mais aussi lors de leur stage préparatoire au premier accueil d'un enfant confié. Elle accompagne les professionnels au cours de ce premier accueil. Elle fait aussi le lien avec l'IRTS pour la formation menant au diplôme d'état d'assistant familial.



2024, C'EST AUSSI :

- La mise en place d'un partenariat entre le Laboratoire vétérinaire départemental (LVD) et les coopératives agricoles Gen'Atest et Franche-Comté Elevage (FCE) pour le suivi sanitaire de bovins destinés à l'exportation.
- La création, par Doubs Tourisme, d'un séjour randonnée « Morteau-Mouthe : du Saut à la Source du Doubs », en partenariat avec l'agence « Roule ma Poule », pour renforcer l'offre nature éco-responsable, et de six produits itinérants axés sur le cyclotourisme et la randonnée, en cohérence avec les orientations stratégiques départementales.
- **20 nouvelles adhésions au label Accueil Vélo, pour un total de 66 établissements dans le Doubs**
- 1 604 nouvelles inscriptions à la newsletter professionnelle de Doubs Tourisme, soit 3 256 abonnés fin 2024.
- Sur le secteur de Montbéliard, lors de la journée annuelle des assistants familiaux du pôle enfants confiés, la juge des enfants, invitée à participer à ce temps fort, a accepté de répondre aux questions posées par les assistants familiaux. Un moment de partage de pratiques centré sur l'enfant et sur son intérêt avant tout.
- La fin des travaux et la livraison des bâtiments administratif et groupes de vie du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF).

PAROLES D'AGENT

Cyril

Cuisinier au collège Jean Jaurès à Saint-Vit

« Depuis la reprise en gestion par le Département de la cuisine du collège en 2024, j'ai vu beaucoup de changements. Tout d'abord, j'ai plus de possibilités et plus de moyens pour acheter des produits locaux et de qualité. Cela permet de travailler en direct avec des producteurs que je choisis moi-même et de proposer aux enfants des produits locaux et fermiers de meilleure qualité. De plus, d'un point de vue pratique, je bénéficie de l'appui de personnes ressources qui me donnent des informations et des conseils sur les règles d'hygiène, ou pour le respect des plans alimentaires. C'est un vrai plus dans mon métier de cuisinier ! »



CHIFFRES-CLÉS

146 fournisseurs de produits locaux inscrits sur la plateforme « J'veux du local 25-90.fr ! » ayant généré **16 000** consultations par des particuliers en recherche de produits authentiques

5 Projets alimentaires territoriaux (PAT) dans le Doubs dont le Département est partenaire et contributeur aux travaux et ateliers

124 meublés de tourisme classés en 2024 par Doubs Tourisme

54 communes supplémentaires, soit **193** au total, raccordées à l'outil Déclaloc, téléservice de déclaration des hébergements touristiques permettant d'optimiser et fiabiliser le produit annuel de la taxe de séjour

88 acteurs touristiques privés accompagnés par Doubs Tourisme dans leur projet de développement (équipement et hébergement touristique)

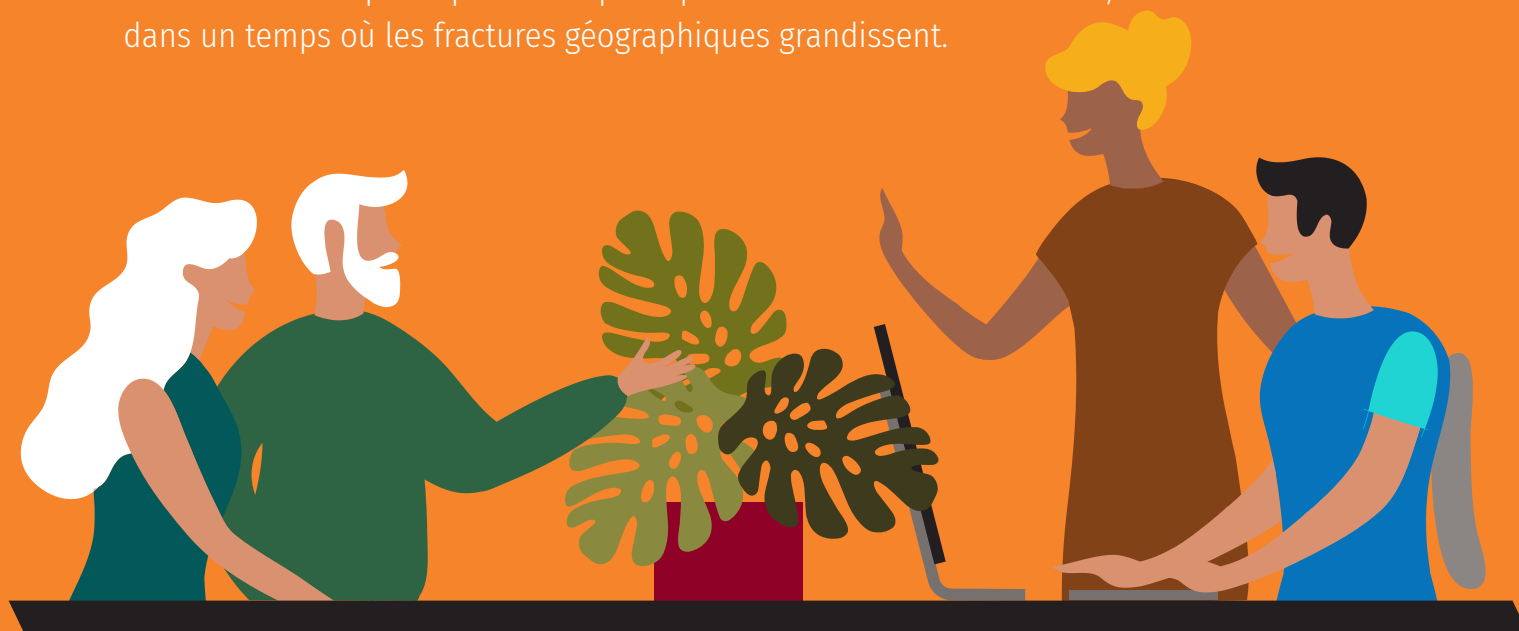
ENGAGEMENT 3

Aménager, équiper et irriguer nos territoires



Parce que l'équité territoriale est la condition de l'unité sociale

Investir dans les mobilités, les collèges, les équipements communaux, ce n'est pas seulement bâtir des infrastructures. C'est donner à chaque territoire, rural ou urbain, les moyens de se développer, de former, d'accueillir, de vivre pleinement. Nous croyons à un aménagement qui ne laisse personne au bord du chemin. Et nous voulons que la puissance publique reste un acteur structurant, dans un temps où les fractures géographiques grandissent.



INVESTIR POUR UNE MOBILITÉ RESPONSABLE

ZOOMS SUR 2024



Un nouveau dispositif d'organisation de la viabilité hivernale mis en place à partir de l'hiver 2024-2025

Le Département a adapté le service hivernal en œuvre sur les 3 690 km de son réseau routier, en intégrant la réalité de l'évolution climatique, observée à travers les statistiques météorologiques des dernières décennies. En effet, seul le Haut-Doubs, situé au-dessus de 800 mètres d'altitude, correspond dorénavant à un niveau climatique qualifié de rigoureux. Le reste du territoire départemental connaissant une météo plus clémente, avec une faible occurrence de neige, comme on a pu le constater au cours des derniers hivers. Les niveaux de service et les circuits de traitement ont été redéfinis en conséquence, en conservant l'objectif d'offrir aux usagers des conditions de circulation adaptées au mieux aux besoins de leurs déplacements. Le dispositif d'exploitation s'articule désormais autour de 110 circuits d'intervention, affectés aux équipes du Département ou à des prestataires privés, et répartis selon trois niveaux de service, garantissant des temps de retour à des objectifs de « circulabilité » en cohérence avec l'importance de chaque route.

Une maintenance renforcée pour les ouvrages d'art grâce à notre nouveau plan départemental de sécurisation

Soucieux de la maintenance de son patrimoine d'infrastructures, le Département a porté une attention particulière à ces éléments précieux mais vulnérables que constituent les ouvrages d'art, en engageant un plan spécifique d'investissement sur dix ans, avec des moyens financiers accrus. Riche de plus de 2 000 ponts, murs de soutènement ou tunnels, le patrimoine des ouvrages d'art départementaux fait l'objet d'un suivi rigoureux par les services techniques, avec des visites régulières, des inspections détaillées et une gestion informatisée par une application dédiée. Si la majorité de ces ouvrages sont en bon état, certains présentent toutefois des signes d'usure nécessitant des interventions plus ou moins importantes, parfois même une reconstruction. C'est notamment le cas de quelques ouvrages métalliques, construits depuis la fin du 19^e siècle, servant à franchir les cours d'eau. Le plan de sécurisation des ouvrages d'art prévoit dès 2024 des opérations de maintenance courante sur une trentaine d'ouvrages chaque année et des interventions plus lourdes sur 15 ponts pour un montant de 25 M€ sur dix ans. Le pont de la Charmotte, situé sur les communes d'Audincourt et de Voujeaucourt (RD 34A), a ainsi fait l'objet d'une restauration.



La concrétisation de nouveaux itinéraires cyclables maillant le territoire départemental

La politique cyclable départementale engagée en 2020 pour la période 2020-2026 bat son plein, avec des actions menées en propre par le Département ou en soutien aux projets des territoires. Dans ce cadre, l'année 2024 marque l'aboutissement des études de faisabilité des quatre grands itinéraires que les élus départementaux ont souhaité réaliser prioritairement et qui représentent un linéaire de 150 km et un investissement de 30 à 40 M€. Reliant Besançon et Saône, Émagny et Rougemont le long de la vallée de l'Ognon, Montbéliard et Morteau à travers le Pays Horloger ou encore Pontarlier et Vallorbe, le tracé de ces projets a été finement étudié en concertation avec les acteurs locaux et les représentants des usagers et arrêté fin 2024 par les élus du Département. C'est sur ces bases que la collectivité va à présent pouvoir planifier ces réalisations au cours des années à venir, en synergie avec les aménagements d'intérêt plus local que les communes et intercommunalités déploieront pour articuler les déplacements de proximité avec ceux de plus longue distance.



Le déploiement du réseau points-nœuds cyclable se poursuit dans le Doubs.



La réparation de l'effondrement karstique de la rue de Vesoul à Besançon a nécessité quatre mois de travaux.

2024, C'EST AUSSI :

- La réalisation d'opérations de maintenance lourde de chaussées, avec renforcement de la structure, sur la RD 437 à Ville-du-Pont et Exincourt et la RD 673 à l'entrée de Besançon pour plus de 3 M€.
- **La réparation de l'effondrement karstique de la rue de Vesoul à Besançon qui a nécessité 4 mois de travaux avec coupure totale de cette route au premier semestre.**
- Suite à la présentation du bilan sur une année de mise en œuvre du relèvement de la vitesse à 90 km/h, l'avis rendu par la Commission départementale de sécurité routière (CDSR) a conforté ce choix sur les 36 itinéraires du réseau routier départemental concernés.
- La signature par le Département des conventions de financement des opérations d'aménagement de la RN 57 dans le cadre du contrat de plan État-Région, avec apport d'une participation de 15,5 M€ pour l'achèvement du contournement de Besançon et de 2,3 M€ pour l'amélioration de l'entrée sud de Pontarlier.
- **Le déploiement du réseau points-nœuds cyclable sur le territoire des communautés de communes de Sancey-Belleherbe et des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs.**



→ Le prix « idée sécurité routière » 2024, catégorie jeunes, remporté par le collège Jouffroy d'Abbans de Sochaux pour son affiche réalisée pour le challenge de la sécurité routière inter-collèges porté conjointement par le Département, la Préfecture et l'Éducation nationale.

PAROLES D'AGENT

Davy

Agent d'exploitation

Une campagne de recrutement a été lancée en 2024 pour quinze postes d'agents d'exploitation qui étaient à pourvoir sur les zones de Besançon, Pontarlier et Montbéliard, avec pour principales missions, l'entretien et la maintenance du réseau routier départemental (dégagement de la chaussée, installation de signalisation, intervention sur chaussée, élagage, etc.). Davy a ainsi intégré la collectivité en avril :

« Auparavant menuisier agenceur dans une entreprise, j'ai souhaité donner une nouvelle orientation à ma carrière professionnelle. Le métier d'agent d'exploitation a retenu toute mon attention. Travailler en équipe, à l'extérieur, voilà des critères qui m'ont amené à postuler. Ces premiers mois sur le terrain sont très positifs. Les collègues font preuve de pédagogie à mon égard, car j'ai encore énormément à apprendre. C'est appréciable de se sentir épaulé au quotidien. Autre argument déterminant dans mon souhait d'intégrer le Département : le financement par l'employeur du permis poids lourds. »



CHIFFRES-CLÉS

103 opérations de maintenance de chaussées et 12 opérations de confortement de terrains mise en œuvre

2^{de} tranche de travaux de confortement des falaises et des talus de la côte de Morre (RD 571) réalisée au cours de l'été

7 réunions de concertation routière territorialisée avec les maires et les présidents d'EPCI au cours du mois de mars

3 appels d'offres analysés avec l'éco-comparateur « SEVE » lors de la passation de marchés publics de maintenance de chaussées

180 agents de travaux encadrés par 35 chefs d'équipe pour assurer l'entretien et l'exploitation du réseau routier départemental

87 km parcourus sur les routes du Doubs entre Geney et Morteau le 16 août par la 6^e étape du Tour de France Femmes, avec l'aide des agents départementaux pour préparer et gérer le parcours

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE, ATTRACTIVITÉ, AFFAIRES EUROPÉENNES ET TRANSFRONTALIÈRES

ZOOMS SUR 2024

Être attractif au-delà du Doubs

Renforcer l'attractivité du territoire départemental au-delà de ses frontières, c'est un défi qui se remporte grâce à une politique engagée. Cela se traduit notamment par l'accompagnement du projet de reconversion du site du château de Montbéliard, ainsi que du projet d'aménagement de la base Outdoor de la Rhodiaca à Besançon.



L'espace Georges Gruillot à Sancey.

Être plus attractif grâce aux contrats P@C

C'est grâce aux contrats P@C (Porter une action concertée) départementaux que des équipements culturels du Doubs central se sont renforcés avec l'ouverture de deux projets d'envergure à Rougemont (salle de l'Houtau), à l'Isle-sur-Doubs (espace de rencontres et d'échanges) et à Sancey (espace George Gruillot). Tous trois ont en effet été financés par le Département au travers des 18 contrats P@C qu'il a établis avec le bloc communal (communes et groupement de communes) pour la période 2022-2028.



Une nouvelle école à énergie positive à Flangebouche.

©Mairie de Flangebouche

2024, C'EST AUSSI :

- Un soutien au milieu associatif intervenant dans la sphère sociale avec :
 - L'acquisition et l'aménagement de nouveaux locaux sur le site de Chalezeule par la Banque alimentaire,
 - **Des travaux de rénovation et amélioration énergétique par le centre omnisports Pierre Croppet à Besançon.**
- Un soutien financier à différents projets :
 - La création de terrains multisports au Touillon-et-Loutelet et à Arc-sous-Cicon,
 - **L'installation d'un skate-park à Serre-les-Sapins,**
 - La construction ou réhabilitation de groupes scolaires à Epenoy, Flangebouche, Grand-Charmont, un pôle petite enfance à Pelousey,
 - La rénovation des tennis couverts au Russey,
 - La réhabilitation lourde d'une salle des fêtes à Grand'Combe des Bois,
 - La transformation d'un bâtiment en maison des services à Seloncourt.
- Un partenariat renouvelé avec la Fondation du patrimoine pour la période 2024-2026.



Le centre omnisports Pierre Croppet à Besançon.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



Par son rôle de conseil et d'accompagnement des élus du bloc communal, le Département veille à la prise en compte de l'égalité femmes-hommes lors de l'émergence de projets (définition du besoin, faisabilité...) visant à la réalisation d'équipements publics ou au développement de services au public. Ainsi, une attention particulière est portée sur la création de vestiaires adaptés et en nombre suffisant dans les équipements sportifs (gymnases, salles de sport...), ainsi que sur l'aménagement des cours d'école afin que filles et garçons puissent se partager l'usage de cet espace commun.

Par ailleurs, le Département soutient la mise en place d'équipements et de services à la population, notamment en matière de petite enfance (ex : crèches, haltes-garderies, multi-accueil) et de l'enfance (accueils périscolaires, cantines), qui permettent aux femmes de concilier plus facilement vie familiale et vie professionnelle.



Le skate-park à Serre-les-Sapins.

CHIFFRES-CLÉS

205 projets du bloc communal financés via les contrats P@C, pour un montant total d'aides de près de **13 M€**

15 projets accompagnés, en phase amont (étude d'opportunité et de faisabilité) via le dispositif « Assistance à maîtrise d'ouvrage », pour un montant d'aides de plus de **200 000 €**

5 écoles de la région de Louga au Sénégal, accueillant **1 487** élèves et **41** enseignants, équipées de kiosques à eau potable et de latrines dans le cadre de la 2^{de} année du projet de coopération décentralisée « Eau saine et hygiène pour tous » mis en œuvre avec le Sénégal



29 973 857 € : le soutien financier du Département à l'activité du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)



PAROLES DE PARTENAIRE

Jean-Luc Marguet

Adjoint à Naisey-les-Granges

« Nous souhaitons valoriser le bois de notre forêt dans ce projet de construction de salle multi-activités, y compris les épicéas scolytés qui ont été utilisés pour la structure du bâtiment. Les épicéas et les douglas ont été coupés en forêt par un bûcheron de la commune, le sciage, le collage, la réalisation et l'installation de l'ossature bois et du bardage par des entreprises du Doubs dans un rayon de 55 km.

Au total, ce sont 85 m³ de bois qui ont été mis en œuvre, soit l'équivalent de 70 tonnes de CO2 séquestrées. Cette opération est donc triplement

vertueuse : valorisation de nos propres ressources, dynamisation d'une filière économique locale, mise en œuvre de l'effet puits de carbone des forêts ».

La nouvelle salle, un bâtiment à énergie positive équipé d'un système de chauffage par géothermie et d'un parking en terre-pierre, limite son impact sur l'environnement. Elle s'intègre parfaitement à proximité des équipements sportifs. »



DIFFUSER LA CULTURE DANS TOUS LES TERRITOIRES

ZOOMS SUR 2024

Une programmation culturelle départementale aux couleurs olympiques

Engagé dans les olympiades culturelles, le Département a proposé en 2024 une thématique sportive pour trois de ses quatre saisons culturelles. Pour sa 8^e édition, la Saison numérique a touché 3 664 personnes avec des projets artistiques en lien avec le sport : un concert et une installation numérique en piscine à la Citédo de Sochaux, une sculpture interactive activée par le pouls des visiteurs à la chapelle des Annonciades de Pontarlier, l'après-midi Handisonique à la Rodia à Besançon. La 5^e édition du Printemps des amateurs a rassemblé 350 artistes. Bénéficiant de conditions d'accueil professionnel (sons et lumières, plateau technique, loges...), les artistes amateurs, qu'ils soient jeunes élèves d'une école de musique, trentenaires passionnés de danse et de cirque ou choristes seniors assidus, donnent le meilleur d'eux-mêmes. 1 600 personnes ont participé à cet événement culturel fédérateur proposant une programmation teintée de références à l'olympisme. À l'occasion de Patrimoines communs, la Nuit du foot au stade Bonal a donné toute sa portée aux olympiades culturelles avec une conférence sur les liens entre l'histoire industrielle et le développement du foot et le spectacle de danse Goal.



Les territoires et les publics plus que jamais au rendez-vous des Résidences d'artistes

Les Résidences d'artistes ont invité à l'automne les Communautés de communes volontaires à accueillir une compagnie pour un séjour rythmé par la création au plus près des habitants et les rencontres avec la population. Compagnies et intercommunalités ont ainsi répondu à un appel à projets lancé par le Département et ont proposé des temps de médiation et d'ateliers (écoles, collèges, crèches, tout public...), des spectacles accessibles à tous ainsi que des rencontres avec les artistes entre le 21 septembre et le 25 octobre.

Cette année ce sont plus de 900 personnes touchées par six résidences comprenant plus de douze spectacles de qualité diffusés dans des lieux les plus divers afin de s'adresser à un large public (un théâtre, des salles des fêtes, une randonnée pour un spectacle itinérant, une grange de ferme, un bar PMU, les places publiques ou même une entreprise locale telle qu'une scierie...).



Une redéfinition de la politique de soutien aux arts vivants

Le dispositif de soutien aux arts vivants a également été renouvelé en 2024 afin de concentrer l'intervention du Département sur deux axes prioritaires : l'irrigation culturelle des territoires et le soutien aux pratiques artistiques des doubiens. Il était en effet nécessaire que ce dispositif coïncide avec la mise en place du nouveau SDDEA (Schéma départemental de développement des enseignements artistiques), qui constitue désormais le fer de lance de la politique culturelle départementale en matière d'arts vivants. Cette mise en cohérence permettra de renforcer les synergies au sein de l'écosystème des acteurs qui développent l'offre d'enseignements et de pratiques artistiques et culturelles. L'irrigation culturelle des territoires notamment en milieu rural sera quant à elle renforcée par la mise en place d'un outil d'identification des lieux de diffusion culturelle du territoire.

2024, C'EST AUSSI :

- La diffusion d'un spectacle jeune public avec la Compagnie du Brouillard dans le cadre de la semaine de la parentalité organisée à L'Isle-sur-le-Doubs par le Réseau petite enfance de la Communauté de communes des Deux Vallées Vertes (CC2VV) en lien notamment avec les services de PMI du centre médico-social du secteur.
- Le financement d'une résidence artistique à l'EHPAD « Franche Montagne » de Maîche du Quatuor Vocal *A bocca Chiusa* avec l'association Corus pour la création du spectacle *Un tour de France avec Bocca* : une création musicale et théâtrale prenant pour matière première le répertoire des chansons françaises qui résonnent auprès de nos aînés. Ce temps a pris la forme d'ateliers vocaux avec les résidents puis d'une représentation publique en fin de semaine, ouverte à tout public et intégrant les participants des ateliers.



PAROLES DE SPECTATEURS

Verbatims d'habitants interviewés à la suite d'un spectacle des Résidences d'artistes

“ Des résidences dans nos campagnes en milieu rural et qui nous permettent d'avoir accès à la culture au plus près de chez nous. ”

“ C'est la surprise, c'est inattendu et c'est vrai que pour les habitués [du bar où a eu lieu le spectacle] ça change, ça donne accès à la culture et c'était un bon moment. ”




CHIFFRES-CLÉS

128 acteurs soutenus au titre des arts vivants (compagnies, festivals, structures labellisées...)

380 participants pour l'édition 2024 de Patrimoines communs en lien avec PMA Capitale Française de la Culture

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES  Actions conduites

Le dispositif de soutien aux arts vivants a permis de soutenir en 2024 la création d'un spectacle de la Compagnie « Aux arts etc. » autour de la question des archétypes féminins. À travers le personnage de Jade, artiste et fille d'éleveur, qui évolue depuis l'enfance jusqu'à la maturité, le spectacle explore en musique les archétypes féminins de la reine, la magicienne, la mère ou la guerrière. Jade dont l'inconscient est empreint de ces figures, chemine dans la quête de sa propre identité. Ce spectacle s'adresse à tous les publics, petits et grands.

OFFRIR LES MEILLEURES CONDITIONS D'ÉDUCATION POSSIBLES DANS LES COLLÈGES

ZOOMS SUR 2024

Modernisation des collèges

La première phase des 14 Schémas directeurs d'aménagement de collèges (SDAC) adoptés en janvier 2023 se poursuit. Les marchés de maîtrise d'œuvre pour la modernisation des collèges de Doubs, Hérimoncourt, Pontarlier Grenier, Pouilley-les-Vignes, Saint-Hippolyte, Sancey et Seloncourt ont été passés et le processus de conception se poursuit. Fin 2024, quatre dossiers en étaient au stade Avant-projet définitif, les trois autres en étant au stade Avant-projet sommaire.

Par ailleurs un maître d'œuvre a été recruté pour la modernisation de la demi-pension du collège Entre Deux Velles à Saône, qui n'est plus adaptée au nombre de repas quotidiens préparés par l'équipe de cuisine. Une sélection sera effectuée en 2025 au regard des contraintes financières départementales.



Collège Grenier à Pontarlier.



Ce sont désormais des agents départementaux qui préparent et servent les repas au collège Jean Jaurès de Saint-Vit.

Reprise en direct de la restauration du collège de Saint-Vit

Depuis septembre 2024, ce sont désormais des agents départementaux qui préparent et servent les repas au collège Jean Jaurès de Saint-Vit, et non plus ceux du Syndicat intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) qui a été dissout. Cette reprise d'activité a été longuement préparée sur les volets technique, juridique, financier et, surtout, humain. Les agents titulaires du SIVOS ont rejoint le Département, un chef et deux seconds de cuisine ont été recrutés, formant la solide équipe qui produit les 700 repas quotidiens au collège.

Cette restauration bénéficie ainsi du pilotage et de l'accompagnement habituel au Département, notamment de la part de la diététicienne départementale, de la référente en hygiène alimentaire et de tout le service des collèges.

Territoire numérique éducatif (TNE)



Le TNE soutient le développement de projets numériques innovants dans les écoles et les collèges avec une participation financière de l'État variant de 70 % (1^{er} degré) à 50 % (2^{de} degré). Le Département complète cette subvention de 10 % pour les projets du 1^{er} degré.

Tous les collèges publics ont été équipés, en 2023 et 2024, de 15 ordinateurs portables afin de compléter la salle multimédia pour offrir la possibilité à chaque élève de disposer d'un ordinateur (passages d'exams notamment), mais aussi pour favoriser l'usage en mobilité en classe et hors la classe. En 2024, un travail collaboratif a été mené avec les services spécialisés de l'académie afin d'équiper les élèves à besoins pédagogiques particuliers.

Pour le 1^{er} degré, les appels à projets de 2023 et 2024 ont fait naître près de 120 projets au bénéfice de 665 classes et 15 600 élèves. Les subventions ont représenté 1 239 K€ pour la part État et 177 K€ pour la part Département. L'appel à projet lancé à l'automne 2024 porte sur des équipements à destination des élèves à besoins éducatifs particuliers.

Les collèges privés bénéficient également du TNE en proportion de leur nombre d'élèves.



Inauguration du collège de Bethoncourt.



Inauguration du collège de Frasne.

2024, C'EST AUSSI :

- Les livraisons des collèges de Bethoncourt, Frasne et Villers-le-Lac, ainsi que la poursuite du chantier du gymnase de Blamont dont la livraison a été réalisée début mars 2025.
- Le collège de Bethoncourt qui dispose d'un équipement numérique favorisant la mobilité et l'accès au numérique en tout point.
- Le renouvellement des équipements numériques des collèges de Besançon Proudhon, Mouthe, Voujeaucourt, Pierrefontaine-les-Varans, Maïche et Doubs.
- Le renouvellement des mobiliers et matériels pour accompagner l'évolution des pratiques pédagogiques et l'inclusion en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap, ainsi que contribuer à la politique de prévention des risques professionnels.
- Un plan d'actions pour une restauration de qualité, le développement des approvisionnements en denrées locales et la refonte du dispositif « Cantine pour tous » pour soutenir l'accès à la restauration des élèves boursiers avec la modification des tarifs de restauration pour une mise en application au 1^{er} janvier 2025.
- Deux campagnes de recrutement massives sur des missions de remplacement en collèges et deux adaptations successives des modalités de remplacement des agents absents pour garantir simultanément la maîtrise de la dépense et le service rendu.

CHIFFRES-CLÉS

609 ordinateurs, 658 tablettes, 3 autocoms et 10 infrastructures serveurs renouvelés dans 7 collèges

690 PC portables installés dans le cadre du TNE dans 44 collèges

Un parc global de matériel dans les collèges de 6 000 ordinateurs et 5 500 tablettes

800 interventions de tous ordres dans le cadre de l'entretien-maintenance dans les collèges départementaux pour des réponses adaptées aux besoins des communautés éducatives

7,8 M€ de dotations de fonctionnement des 44 collèges publics du Doubs

21 % de produits bio et 28,3 % de produits locaux servis dans les restaurations des collèges

23 personnes, cuisiniers ou agents du service des collèges, mobilisées pour promouvoir la restauration locale de qualité sur le stand départemental lors de « Terres de Jim »

4 rencontres annuelles : secrétaires généraux, nouveaux personnels de direction des collèges, équipes de direction des collèges et agents des collèges



Les chefs de cuisine des collèges du Doubs ont montré leurs talents à « Terres de Jim ».

PAROLES D'AGENT

Céline

Référente hygiène des locaux des collèges

Céline est arrivée en mars 2024 sur cette fonction nouvelle au sein du service des collèges.

“ En tant que référente technique en hygiène des locaux, j'apprécie particulièrement le rôle d'accompagnement et de formation, car il me permet de partager mon expertise et de contribuer à l'évolution des pratiques au sein des collèges pour assurer un environnement sain et sécurisé, tant pour les élèves que pour les agents. En 2024 j'ai plus particulièrement accompagné les équipes des collèges de Bethoncourt, Saint-Vit, Pontarlier Grenier, Poulley-les-Vignes et Baume-les-Dames. ”



ENGAGEMENT 4

Réussir la transition climatique et énergétique



Parce que la transition n'est plus une option : elle est une obligation morale et politique

Face à l'urgence écologique, nous avons assumé des choix forts : intégrer le climat à nos arbitrages budgétaires, financer massivement les rénovations, accompagner les pratiques agricoles durables, sensibiliser dès le plus jeune âge.

La transition se gagne sur le terrain, au quotidien, et le Département y a toute sa place. Nous voulons prouver qu'il est possible d'allier responsabilité environnementale et justice sociale.



INTERVENIR SANS RELÂCHE EN FAVEUR DE LA GESTION ET DE LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL

ZOOMS SUR 2024

Ressources en eau, bilan de l'accord-cadre 2020-2024

2024 a constitué la dernière année de mise en œuvre de l'accord-cadre 2020-2024 passé avec l'Agence de l'eau. Sur la période, et conformément à ses engagements, le Département a ainsi accompagné plus de 850 projets dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement sur l'ensemble du territoire. Concrètement, le Département a accordé près de 26,5 M€ d'aides, générant ainsi plus 174,5 M€ de travaux (réhabilitation de réseaux d'eau et d'assainissement, construction de station d'épuration, etc.). Plus spécifiquement, la dynamique de projets constatée depuis 2022 ne s'est pas infléchie en 2024 avec 193 projets accompagnés pour un montant d'aide avoisinant les 6 M€.

Le financement et la réalisation du chantier de la station d'épuration de Geney ont été rendus possibles par l'accompagnement technique et financier de l'Agence de l'Eau et du Département du Doubs.



© Droits réservés



L'ouvrage du ruisseau de Moricemaison, sur la commune de Valoreille.

Continuité écologique pour les truites

Réalisation de travaux de restauration de la continuité écologique (en faveur des truites) sur deux ouvrages liés à des routes départementales (RD) impactant fortement la circulation des poissons sur les ruisseaux de Moricemaison et de Fleurey dans la vallée du Dessoubre. D'un montant de 440 k€ HT, ces travaux ont bénéficié d'un soutien financier à hauteur de 70 % de la part de l'Agence de l'eau.

De belles réalisations pour l'ENS de Châteaueux-les-Fossés

Réhabilitation complète, en bois d'origine locale, de la bergerie située au sein de l'Espace naturel sensible (ENS) à Châteaueux-les-Fossés dont le Département est propriétaire sur une cinquantaine d'hectares, en vue d'en confier l'exploitation par un agriculteur installé en diversification. Parallèlement, le chemin d'accès à ce site ENS a été entièrement restauré et servira de support pour une liaison cyclable (en VAE, VTT ou Gravel) entre le musée d'Ornans et la ferme de Flagey. Cette opération d'un coût global de 415 k€ HT a bénéficié d'un financement de 42 % par le Commissariat de Massif du Jura (crédits Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, FNADT).



Le Département soutient le programme « life Climat » en faveur des tourbières.

2024, C'EST AUSSI :

- Le lancement, à la demande des intercommunalités, d'une étude complémentaire à celle qui avait été portée conjointement par le Département et l'État en 2021-2023 en vue de préfigurer la gestion des boues d'épuration domestiques, de manière à préciser les filières de gestion alternatives à l'épandage agricole de ces boues au regard des récentes évolutions réglementaires et du contexte agricole local.
- 201 stations d'épuration visitées par le service d'assistance technique dans le domaine de l'eau (SATE) afin d'en préciser le fonctionnement et d'établir des préconisations de gestion.
- **Le soutien à la mise en œuvre d'actions au titre du programme « life Climat » (2^e année) en faveur des tourbières du massif du Jura : neutralisation de fossés de drainage sur les tourbières des Belles Seignes au Narbief et du Porfondrez à Bannans, travaux de réouverture du milieu à la tourbière des Cerneux Gourinot à Fournet-Blancheroche, ou encore la réhabilitation de la tourbière de la Gouille sur le périmètre ENS à Arc-sous-Cicon.**

→ La réhabilitation du ruisseau des Fallets sur le site de Tarcenay, au titre du programme RezoHumide avec la Fédération des chasseurs du Doubs.

→ La décision du Département d'adhérer au Conservatoire botanique national (CBN) de Bourgogne-Franche-Comté sous nouveau statut d'Établissement public de coopération environnementale (EPCE).

CHIFFRES-CLÉS

6 M € d'aides notifiées au bénéfice de **193** projets locaux dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement

860 000 € de contributions statutaires versées à **4** Syndicats mixtes dont le Département est membre et qui œuvrent pour la préservation des milieux aquatiques : Établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE) Haut-Doubs Haute-Loue, EPAGE Doubs Dessoubre, Syndicat mixte du marais de Saône, Établissement public territorial du bassin (EPTB) Saône et Doubs

7 stations d'épuration et **19** km de réseau d'eaux usées réhabilités grâce au soutien financier du Département, permettant de réduire les rejets de pollution dans les milieux aquatiques

351 261 € en faveur de la réalisation de **30** projets pour la préservation des milieux naturels et leur valorisation auprès du public, sur l'ensemble du Doubs

152 284 € consacrés à l'amélioration de la connaissance de la biodiversité et à l'accompagnement technique du Département pour sa prise en compte dans la mise en œuvre de ses différentes politiques (espace naturel sensible (ENS), biodiversité, agroenvironnement, routes...)

1 681 élèves répartis en **72** classes, dont **871** collégiens, et **736** personnes (grand public et autres publics bénéficiaires dont personnes en situation de handicap, de réinsertion professionnelle...), sensibilisés à l'environnement, à la biodiversité et aux enjeux de sa protection par le biais de l'appel à projets « Sur la piste des ENS » et du programme des animations et sorties nature (sans demande de participation financière)

PAROLES DE PARTENAIRE

Anthony Merique

Vice-président « Cycle de l'eau » à la Communauté de communes du Pays de Maïche

« La commune de Valoreille présentait deux types de problématiques : une ressource en eau potable insuffisante en étiage nécessitant des approvisionnements de secours par camion-citerne, et une station d'épuration obsolète, notamment depuis le projet d'agrandissement de la fromagerie communale.

Concernant la ressource en eau, la Communauté de communes du Pays de Maïche (CCPM) a engagé des travaux d'interconnexion (5 800 m de réseau et ouvrage de suppression) depuis Saint-Hippolyte. Cette infrastructure sécurise durablement l'alimentation en eau potable de Valoreille et s'inscrit dans la politique de sécurisation du territoire. Concernant l'assainissement, les travaux de création de la nouvelle station d'épuration, composée notamment de bassins de traitement séquentiels et d'une zone de rejet végétalisée, débutés en novembre 2024, avancent bien et devraient s'achever fin septembre 2025. Ces deux projets ont pu bénéficier du soutien financier de l'Agence de l'eau (1 M€), ainsi que du Département du Doubs (133 000 €), le reste à charge étant financé par la CCPM et la Société coopérative agricole fromagère (SCAF) de Valoreille concernant la station d'épuration. »



SOUTENIR ET ACCOMPAGNER L'AGRICULTURE ET LA FORÊT

ZOOMS SUR 2024



Le Département aux côtés des exploitations agricoles

Cette présence s'est traduite en 2024 par le soutien de 22 projets locaux de stockage et/ou de traitement des eaux pluviales pour les exploitations agricoles. Le Département, seul financeur en 2024, a ainsi aidé ces projets pour un montant total d'aides de 203 725 €.

Le Département avec les éleveurs

Il a ainsi veillé à l'établissement d'un partenariat avec le Groupement de défense sanitaire (GDS) du Doubs pour la période 2024-2026. Il a pour objectif d'accompagner les éleveurs dans la mise en œuvre de plans de surveillance et d'éradication de maladies animales susceptibles d'affecter la qualité sanitaire des cheptels et d'impacter économiquement les filières locales (lait et viande).



La Montbéliarde, fleuron du Doubs, le Département soutient les éleveurs.



Le chef Christian Pilloud de Chamesol (restaurant Mon Plaisir) aux côtés des chefs des collèges du Doubs.

2024, C'EST AUSSI :

- Le lancement d'une démarche de réglementation des boisements sur un périmètre intégrant les huit communes de la Communauté de communes du Val de Morteau ainsi que la commune de Grand'Combe des Bois.
- Mise en place d'un nouveau dispositif d'aide aux petits équipements en agriculture, en cofinancement avec la Région (réduction de la pénibilité, lutte contre les aléas climatiques...).
- 12 projets ont été aidés au second semestre 2024 pour un montant de 15 770 €.
- 30 familles accompagnées par Solidarité Paysan, avec l'appui financier du Département à hauteur de 30 000 € au titre du soutien à l'accompagnement des agriculteurs en difficulté.
- Réglementation des boisements : validation du projet définitif de la procédure sur le territoire de la Communauté de communes Frasne – Drugeon.
- **Organisation du « forum agrilocal » sous un nouveau format, en juillet 2024, au collège de Saint Hippolyte. En plus de la rencontre annuelle producteurs-acheteurs,**

les cuisiniers des collèges ont pu visiter plusieurs exploitations agricoles, tandis qu'une petite équipe cuisinait un repas 100 % local sous l'inspiration du chef Christian Pilloud de Chamesol (restaurant Mon Plaisir), repas partagé par tous ensuite sur le temps du midi.

CHIFFRES-CLÉS

28 projets d'investissements dans les exploitations agricoles soutenus au titre de la modernisation, la performance énergétique et la gestion des effluents pour un montant de **289 930 €** de subventions du Département (dossiers portés par des jeunes agriculteurs)

157 400 € d'aides allouées en faveur de **17** organismes agricoles et forestiers œuvrant au service du monde rural (portage d'actions partenariales et/ou organisation de manifestations)

90 % des yaourts consommés par les collégiens, à fin 2024, achetés par les établissements auprès de producteurs locaux

152 288 analyses réalisées par le Laboratoire vétérinaire départemental (LVD) pour un montant de **1,4 M€** de recettes (dont **0,13 M€** au titre de la contribution de l'État au titre des missions de service public assurées par le LVD)



90 % des yaourts consommés par les collégiens sont locaux.



152 288 analyses réalisées par le Laboratoire vétérinaire départemental.



PAROLES DE PARTENAIRE

Lionel Malfroy

Président du Groupement de défense sanitaire (GDS) du Doubs

“ Parce que le Doubs est un territoire d'élevage, préserver la sécurité sanitaire des animaux au sein des exploitations, tout en évitant la propagation de maladies entre la faune sauvage et les cheptels, constitue un objectif majeur de la profession agricole afin de garantir l'activité économique des fermes et de fiabiliser la qualité sanitaire des filières locales auprès des consommateurs.

En tant qu'organisme à vocation sanitaire (OVS) agréé par l'État, le GDS regroupe 99 % des éleveurs bovins du Doubs au service desquels il intervient dans le domaine de la santé, de l'hygiène et du bien-être animal. À cet égard, le Département constitue un partenaire important pour la santé animale, à la fois par son soutien

financier aux actions mises en œuvre par le GDS, mais également par l'expertise et la réactivité de son Laboratoire vétérinaire dont l'activité est entièrement dédiée aux besoins des éleveurs du Doubs. ”

GÉRER NOTRE PATRIMOINE BÂTIMENTAIRE AU PLUS PROCHE DES BESOINS ET DES USAGES EN ÉVOLUTION

ZOOMS SUR 2024

Soutenir l'offre de service social de proximité

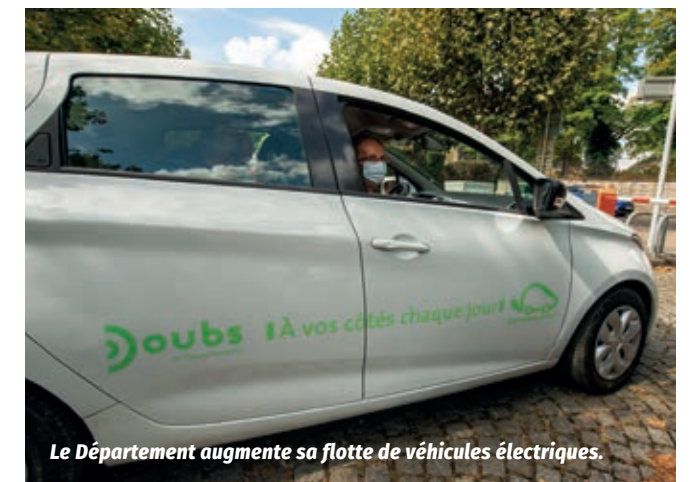
Le volet social du Schéma directeur immobilier départemental contribue à porter l'offre de services au plus près des habitants. Le centre médico-social (CMS) de Valentigney dispose ainsi de nouveaux locaux construits sous initiative privée au cœur du centre-ville de Valentigney.

Les travaux pour la modernisation des locaux du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) aux Hauts de Saint-Claude à Besançon se sont poursuivis sur l'année 2024 pour aboutir à leur livraison en toute fin d'année. La capacité du site a été augmentée permettant d'offrir deux places supplémentaires pour l'accueil d'enfants placés et la rénovation énergétique opérée permettra d'atteindre les cibles de consommation énergétique de 2030.



Limiter l'empreinte environnementale des activités départementales

Plan de sobriété énergétique, nouveau référentiel de programmation des espaces de travail, conversion énergétique des bâtiments et de la flotte de véhicules, poursuite de l'élaboration du plan de solarisation du patrimoine départemental, poursuite des études patrimoniale du Fort Griffon en vue de sa réaffectation... autant de leviers d'action pour décarboner nos activités et améliorer la qualité de vie au cœur de nos territoires.



Le Département augmente sa flotte de véhicules électriques.



Le plan de solarisation du patrimoine départemental concerne les collèges, comme ici à Bethoncourt.



Signature du bail emphytéotique administratif avec l'association SOS Villages d'Enfants.

2024, C'EST AUSSI :

- La signature d'un bail emphytéotique administratif pour le site des Haras à Besançon avec l'association SOS Villages d'Enfants, qui permettra d'accueillir sur ce site des fratries d'enfants placés.
- La poursuite de la gestion et du renouvellement de la flotte automobile afin de répondre non seulement aux besoins d'exercice des missions mais aussi aux enjeux de transition climatique en accentuant son verdissement, avec une augmentation progressive de la part des véhicules électriques.
- L'implantation du nouveau Système d'information patrimoniale permettant de gérer plus efficacement le patrimoine départemental.

PAROLES D'AGENTS

Rachel, responsable de pôle, et Stéphanie, assistante de direction, utilisatrices de vélos à assistance électrique pour leurs déplacements domicile-travail

« Lors de la campagne de mise à disposition de 200 vélos à assistance électrique (VAE) au profit des agents du Département pour des usages professionnels et personnels, j'ai saisi l'opportunité pour effectuer une demande de VAE sachant que j'avais la possibilité d'effectuer le déplacement domicile-travail. Ce nouveau mode de déplacement m'a permis de découvrir une alternative de déplacement plus écologique, moins stressante et agréable.

Utiliser le VAE m'a permis de gagner en liberté, j'arrive à éviter les embouteillages, ce qui me permet de réduire mon stress en arrivant au bureau.

Le trajet en fin de journée est bénéfique car il me permet de décompresser avant le retour à mon domicile, notamment lors des journées bien remplies. L'initiative de l'employeur est un excellent moyen d'encourager les déplacements durables tout en améliorant le bien-être des employés. Pour ma part, c'est un vrai plus dans mon quotidien, et je recommande vivement à d'autres de tenter l'expérience. »



CHIFFRES-CLÉS

-2,5 % en moyenne sur nos consommations énergétiques

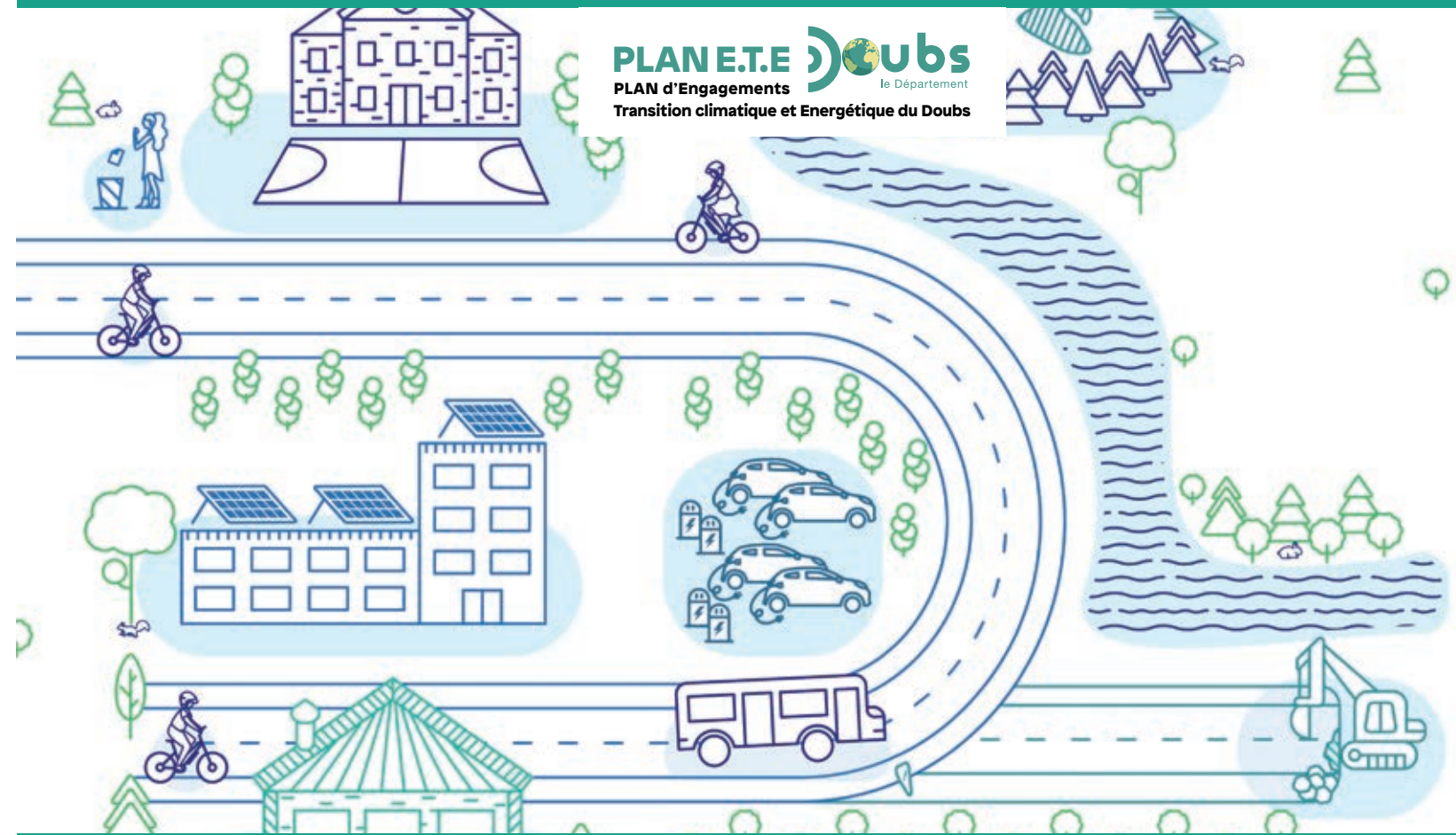
29 % de véhicules électriques ou hybrides

263 vélos à assistance électrique affectés ou en libre-service pour les agents du Département

SUIVI DU PLAN D' ACTIONS

PLANE.T.E DOUBS

PLAN d'Engagements Transition climatique et Énergétique du Doubs



Depuis son adoption en janvier 2023, la mise en œuvre de PLANE.T.E Doubs traduit un véritable engagement du Département pour conduire la transition climatique et énergétique en son sein, mais aussi sur l'ensemble du territoire. Le Département a en effet choisi de ne pas restreindre son ambition au périmètre de son patrimoine et de ses compétences mais de contribuer à la durabilité des territoires en exploitant pleinement ses leviers d'action au travers de ses politiques publiques. En témoigne en 2024 le succès de l'appel à manifestation d'intérêt « Le Doubs engagé pour le Climat », qui permet d'ores et déjà de soutenir de nombreux projets locaux visant la réduction des émissions de CO2 et l'adaptation au changement climatique.



UN ENGAGEMENT DE 37,8 M€ EN 2024

1 / Les crédits en faveur de la transition, au sein des politiques sectorielles du Département

Concomitamment à l'adoption de PLANE.T.E Doubs, une annexe financière a été élaborée pour permettre un chiffrage des dépenses annuelles du Département en faveur de la transition climatique et énergétique, au travers de ses politiques sectorielles. Cet engagement financier s'élève à **37,8 M€** au titre de l'année 2024 (34 M€ en 2023).

Annexe budget vert et Annexe financière PLANE.T.E Doubs : une cohabitation nécessaire pour l'année 2024

La collectivité répond à l'obligation réglementaire de mettre en place une annexe « budget vert » dans le cadre du compte administratif 2024. Pour ce premier exercice, la réglementation n'imposait de considérer que certaines imputations comptables (17), loin de couvrir l'ensemble des engagements de PLANE.T.E Doubs. Ainsi, seules étaient analysées une partie des dépenses d'investissement. Cette instauration progressive du budget vert légitime la poursuite du calcul d'une annexe financière pour PLANE.T.E Doubs en 2024, afin de rendre compte de manière plus exhaustive de l'engagement de la collectivité en matière de transition climatique.

2 / Le fonds additionnel « transition climatique et énergétique »

En parallèle de son intervention au travers de ses politiques sectorielles, le Département a adopté un **Fonds Additionnel Transition Climatique & Énergétique (FATCÉ)**, doté de 6 M€, afin de soutenir les projets locaux qui concourent directement à la transition, pour des territoires plus résilients face à la menace climatique.

Dans cette perspective, l'appel à manifestation d'intérêt « Le Doubs engagé pour le climat », a été lancé à l'automne 2023 à destination des porteurs de projets publics et privés (hors secteur concurrentiel). 16 dossiers ont été retenus en 2024, parmi lesquels des projets de désimperméabilisation et de végétalisation des cours d'écoles, d'installation en auto-consommation collective d'électricité photovoltaïque, ou encore une crèche reconstruite par une collectivité avec du bois issu de ses forêts.



LES 15 ENGAGEMENTS DÉPARTEMENTAUX

LES RÉALISATIONS PHARES DE 2024

Rénover les collèges publics en visant une amélioration énergétique maximale

→ Engagement 2 : Collèges

L'éco-collège Claude Lorius a ouvert ses portes pour la rentrée scolaire 2024 à Bethoncourt. Il fait figure de véritable démonstrateur tant la logique d'optimisation environnementale a été maximisée dans sa construction : bois, paille locale et terre crue prélevée sur le site et transformée sur place en briques composent la structure des bâtiments. Des matériaux à faible empreinte carbone ont été favorisés tout en valorisant les savoir-faire locaux : projet conçu sans enrobé, voiries extérieures perméables, socle en terre crue, matériaux biosourcés...

Sur le plan énergétique, sa construction innovante et respectueuse de l'environnement lui permet de produire plus d'énergie qu'il n'en consomme et d'atteindre le niveau le plus élevé du label E+C avec notamment une autoconsommation de sa production solaire photovoltaïque en direct.

Produire de l'électricité d'origine photovoltaïque

→ Engagement 8 : Énergies renouvelables

En 2024, une étude de potentiel et de faisabilité d'installation de panneaux photovoltaïques sur le patrimoine du Département a été confiée au bureau d'étude ENERCOOP. Elle a notamment concerné l'analyse de 68 sites, représentant 206 toitures ou zones de stationnement. En juillet la restitution de l'étude a permis d'identifier neuf sites pilotes, pour lesquels les procédures de réalisation des études ont été lancées.

Déminéraliser, désimperméabiliser, végétaliser

→ Engagement 9 : Séquestration du carbone

Le Département a signé en octobre 2024 une convention de partenariat avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement – CAUE – du Doubs pour être accompagné dans l'objectif de désimperméabiliser et végétaliser des cours de collèges. Cette convention 2025 - 2027 permet par différentes approches de réaliser un diagnostic de l'existant et de déterminer des pistes d'amélioration et des aménagements. L'accompagnement débutera en 2025 sur les premiers collèges.

Politique de l'eau

→ Engagement 11 : Villes et communautés durables

Ces dernières années ont été marquées par l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des périodes de sécheresse et de restrictions des usages de l'eau, qui ont mis en évidence la fragilité de certains élevages du Doubs face à ce risque. En conséquence, le Département a adopté en 2024 un nouveau dispositif de « Soutien à la récupération au stockage et/ou traitement des eaux pluviales dans les exploitations agricoles », dont 22 exploitations ont bénéficié cette année.

Par ailleurs, en 2024, le Département a soutenu 28 exploitations pour l'adaptation au changement climatique (adaptation des bâtiments, gestion des effluents et performance énergétique).

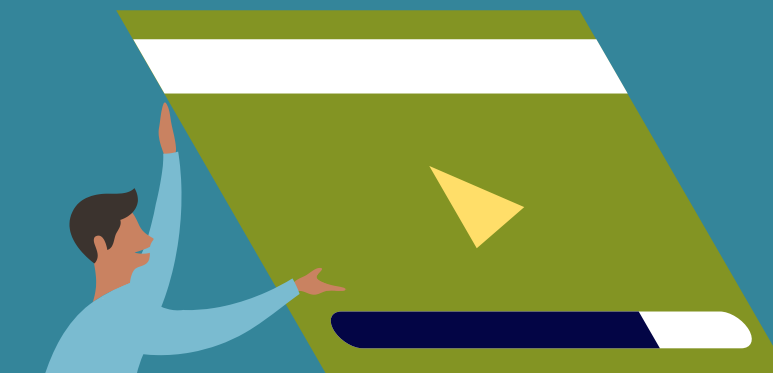
Favoriser l'adoption de pratiques éco-responsables

→ Engagement 13 : Sensibilisation

En 2024, 24 sessions de l'atelier *La Fresque du climat* ont permis de sensibiliser 407 agents aux enjeux liés au dérèglement climatique. En matière d'usage numérique, un tuto *Nettoyage Numérique de saison* a été mis en ligne de manière permanente sur l'intranet de la collectivité afin d'alléger les boîtes mails. En parallèle, dans le cadre du programme interne PEPS, le document *Les 10 commandements des outils de communication* a été diffusé pour limiter notamment la création et la réception de courriels. Enfin, à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité, des ateliers de démonstration et d'aide à la prise en main véhicules électriques et des vélos à assistance électrique ont été organisés sur différents sites départementaux.

LES CHIFFRES CLÉS DE LA TRANSITION

ENGAGEMENT 01	Bâtiments	La modernisation du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) du Point du jour à Besançon, achevée en 2024, permettra une baisse de 40 % de la consommation énergétique du bâtiment
ENGAGEMENT 02	Collèges	Mutualiser les équipements publics : 61 conventions « Collèges ouverts » signées pour 21 collèges en 2023/2024
ENGAGEMENT 03	Habitat – Précarité énergétique des ménages	Au titre de ses propres aides, le Département a notifié 245 aides en 2024 en faveur de propriétaires occupants pour des projets de rénovation énergétique
ENGAGEMENT 04	Travaux routiers	Intégration pour trois marchés subséquents d'enrobés d'un critère environnemental basé sur les émissions de gaz à effet de serre , la préservation des ressources et la réduction de la gêne à l'usager
ENGAGEMENT 05	Flotte de véhicules	29% de véhicules à faibles émissions dans la flotte départementale de véhicules légers
ENGAGEMENT 06	Mobilités	124 agents bénéficiaires du forfait mobilités (-14 % par rapport à 2023) et 242 agents bénéficiaires du forfait transport (+28 %)
ENGAGEMENT 07	Numérique responsable	609 PC cédés à l'association Saint-Vit Informatique pour leur donner une seconde vie (+ 34% par rapport à 2023)
ENGAGEMENT 08	Énergies renouvelables	120 mégawattheures : production annuelle des panneaux photovoltaïques installés sur la toiture du collège de Villers-le-Lac
ENGAGEMENT 09	Séquestration du carbone	725 m de haies plantés dans le cadre de la convention de partenariat CD25/Fédération des chasseurs du Doubs
ENGAGEMENT 10	Foncier	Intégration dans la convention 2024-2026 avec le groupement d'intérêt public (GIP) Maison de l'habitat du Doubs de l'objectif de sensibilisation du bloc communal au zéro artificialisation nette (ZAN)
ENGAGEMENT 11	Politique de l'eau	192 projets locaux aidés en 2024 dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement (+23 % par rapport à 2023)
ENGAGEMENT 12	Accompagnement des partenaires dans la transition	Soutien à la production d'un parc communal performant à vocation sociale : 15 projets soutenus pour 24 logements
ENGAGEMENT 13	Sensibilisation	871 collégiens sensibilisés via le dispositif « Sur la piste des ENS » (+57 % par rapport à 2023)
ENGAGEMENT 14	Formation	Formation de 15 agents (techniciens et chargés d'opération) à l'exploitation des gestions techniques des bâtiments
ENGAGEMENT 15	Connaissance	Recrutement d'un bureau d'étude pour évaluer le potentiel de stockage carbone des Espaces naturels sensibles (ENS) départementaux



ENGAGEMENT 5

Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence

Parce qu'un territoire a besoin de fierté, de rayonnement et d'attractivité pour grandir

Nous croyons que la culture, le sport, le patrimoine, l'accueil touristique, la qualité de nos services publics sont autant de forces pour faire rayonner le Doubs. Promouvoir nos marques, c'est valoriser nos savoir-faire, nos paysages, nos talents. C'est aussi reconnaître le travail de celles et ceux qui font vivre ce territoire. Derrière chaque réussite locale, il y a une politique publique qui croit à l'excellence collective.



ÉVÉNEMENTS, VALORISATION TERRITORIALE : LE DOUBS A PRIS SES MARQUES

ZOOMS SUR 2024



Relais de la Flamme olympique le 25 juin 2024 : Une étape historique pour le Doubs

60 000 personnes ont célébré avec ferveur le passage de la Flamme olympique dans le département du Doubs, le mardi 25 juin 2024. Une fête populaire partagée par tous les habitants du territoire au sein des sept communes traversées ! Traversant des lieux emblématiques comme Besançon, Pontarlier et Maîche, le parcours a mis en lumière le patrimoine et les richesses locales. Une mobilisation exemplaire a impliqué les communes traversées, des centaines d'associations et plus de 500 bénévoles. Cet événement qui restera longtemps gravé dans la mémoire des Doubiens a renforcé la dynamique sportive, accru la visibilité du territoire et consolidé la cohésion sociale, laissant un héritage durable pour le Doubs.

Soirée des agents au Val de Consolation

Le 13 juin 2024, le Val de Consolation a accueilli une soirée conviviale réunissant plus de 800 agents du Département. Organisé dans un cadre naturel d'exception, cet événement a permis de valoriser et de remercier l'engagement et le travail collectif des agents. Marché de produits locaux, animations musicales, discours et moments de partage ont rythmé cette rencontre, favorisant la cohésion et le sentiment d'appartenance au sein de la collectivité. Chaque année très attendu, ce moment symbolise la reconnaissance et la gratitude envers ceux qui contribuent chaque jour au dynamisme du territoire.

Arrivée de la 6^e étape du Tour de France Femmes à Morteau

Le vendredi 16 août, après 160 km de course entre Remiremont et Morteau, le Département du Doubs et la Ville de Morteau ont accueilli l'arrivée de la 6^e étape du Tour de France Femmes. Le Département a profité de cette opportunité unique pour promouvoir sa politique cyclable et renforcer sa visibilité à travers différentes animations organisées pour le public : stands d'information sur les itinéraires cyclables, parcours vtt en réalité virtuelle, vélos smoothie. Cet événement a permis de mettre en avant les atouts du territoire.



2024, C'EST AUSSI :

- Mise en ligne de la nouvelle version du site internet www.doubs.fr en janvier.
- La campagne de communication sur le lancement de l'application Explore Doubs, le compagnon numérique pour la randonnée.
- La campagne de communication de promotion du Gravel dans le Doubs.
- La présence du Département sur l'événement **Terres de Jim** qui a eu lieu à Mamirolle du vendredi 6 au dimanche 8 septembre et a accueilli plus de 70 000 personnes.

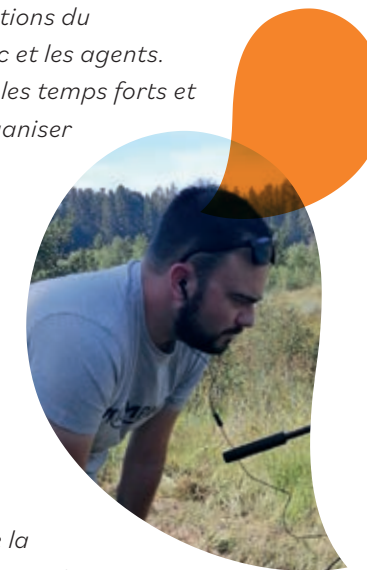


PAROLES D'AGENT

Benoit

Photographe - vidéaste

« Mon rôle est de participer à la valorisation des actions du Département par l'image pour informer le grand public et les agents. Chaque semaine, un planning est établi pour identifier les temps forts et les politiques publiques rattachées. Il s'agit aussi d'organiser les tournages pour la DoubsTv. La fonction oblige à se déplacer, être disponible en journée, en soirée ou le week-end. Avant toute publication, les photos sont à « traiter » rapidement, les vidéos à monter sur plusieurs jours. En parallèle, je gère la photothèque, une base d'images essentielle. Son transfert vers une nouvelle plateforme, plus efficace, a demandé une préparation minutieuse. 2024 a été marquée par une actualité dense. Inaugurations dont celle du collègue Claude Lorius à Bethoncourt, rendez-vous culturels et sportifs, salon international de l'agriculture, arrivée de la Flamme olympique, Tour de France Femmes... des événements pour lesquels il a fallu anticiper des vidéos puis couvrir l'événement. Toutes ces images, fixes ou animées, sont diffusées sur nos canaux d'information. C'est un métier qui permet d'avoir une vision large des compétences du Département. »



CHIFFRES-CLÉS

3 200 visiteurs au Salon Doubs pour l'emploi

60 000 visiteurs au relais de la flamme

277 193 pages vues uniques sur www.doubs.fr (+25 % par rapport à 2023)

+ de 13 000 abonnés à notre page Facebook (contre 12 000 en 2023)

+ de 200 collégiens participants au challenge sécurité routière

14 331 téléchargements de l'application Explore Doubs

41 demandes du pack matériel aux couleurs départementales pour accompagner les événements de nos partenaires

CONTINUER À PROMOUVOIR LE CAPITAL TOURISTIQUE DU DOUBS

ZOOMS SUR 2024



Un soutien aux projets touristiques et culturels

Le Département a acté, lors de sa session du 30 septembre, la nécessité d'accélérer la transition de l'activité hivernale de la station de Métabief compte tenu des évolutions climatiques et notamment de l'hiver 2023-2024. Il a proposé au Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) de retenir un scénario d'évolution de la station permettant d'atteindre réellement l'objectif d'une plus grande autonomie budgétaire du syndicat et d'une adaptation aux contraintes climatiques.

Le Département apporte également son soutien aux projets touristiques et culturels d'envergure, telle la création d'un parcours historique immersif au château de Montbéliard, mais aussi de proximité par la contribution à la rénovation et à la modernisation du musée du Tacot à Cléron.



Découvrez la pleine nature du Doubs avec « Explore Doubs »

Ouverture réussie, le 1^{er} juillet, de la plateforme numérique « Explore Doubs » destinée à promouvoir et valoriser l'offre d'activités de pleine nature dans le Doubs : 500 visiteurs hebdomadaires sur le site internet dédié, 13 000 téléchargements de l'application Explore Doubs à fin décembre 2024.

En lien étroit avec cette application, il a été procédé au déploiement de la nouvelle version de l'outil numérique Suricate permettant aux pratiquants de signaler des problèmes rencontrés sur le terrain (balisage défectueux, besoin de sécurisation, dégradations, conflits d'usages...) lors d'activités et sports de nature.

2024, C'EST AUSSI :

- La mise en œuvre d'une nouvelle convention-cadre de partenariat avec le Comité départemental du tourisme (CDT) pour la période 2024-2026.
- Le déploiement de la politique départementale de soutien à la filière VTT, via le soutien à plusieurs projets locaux, comme la création de pistes VTT ludiques aux Fourgs et d'un pumptrack (parcours artificiel pour VTT) à Métabief.

→ **La contribution à l'évènement « Mad Jacques Gravel Doubs » ayant accueilli 510 participants à vélo entre Besançon et Consolation du 18 au 20 octobre 2024.**



PAROLES DE PARTENAIRE

Maud Humbert

Chargée de développement de la marque « Montagnes du Jura » (Comité régional du tourisme)

« Depuis mars 2024, le Département du Doubs assure, pour deux ans, la présidence du collectif en charge de la gestion de la marque de destination « Montagnes du Jura ». Cette présidence alternée entre les membres du collectif est le reflet d'une dynamique positive et sans cesse renouvelée, conformément à l'esprit de coopération qui guide cette marque de destination touristique. L'appropriation de la marque par l'ensemble des acteurs du massif, à savoir les élus et les socio-professionnels du territoire, la mise en valeur d'activités identitaires des « Montagnes du Jura », ainsi que le développement d'une offre touristique quatre saisons plus durable et diversifiée, résument notre ambition pour les Montagnes du Jura. »



CHIFFRES-CLÉS

550 994 visiteurs aux Lumières de Noël à Montbéliard en décembre 2024 : **1^{er}** évènement public gratuit de la région Bourgogne-Franche-Comté

70 labellisations de sites d'accueil et/ou d'hébergements touristiques, dont **33** Accueil Vélo, **14** accompagnements à la marque Tourisme et Handicap, **12** Made in chez Nous, **13** Motard Bienvenue, **12** Chambres d'hôtes référence, soit un total de **230** sites labellisés

51 communes du Doubs inscrites au label *Villes et villages fleuris*



VALORISER ET PRÉSERVER LE PATRIMOINE CULTUREL

ZOOMS SUR 2024

Les Archives départementales sur les réseaux sociaux

C'est en septembre 2024 que les Archives départementales se sont lancées sur Facebook et Instagram, avec un bel enthousiasme et de beaux résultats. Les sujets ne manquent pas et permettent de toucher un public différent de celui qui fréquente habituellement la salle de lecture et les expositions : propositions culturelles, documents en lien avec l'actualité (par exemple, la reconstruction après un incendie du clocher de l'église de Baume-les-Dames, évoquée le jour de la réouverture de Notre-Dame), « le mot de l'archiviste » (pilon, magasin)... mais aussi un sapin de Noël réalisé en boîtes d'archives ! Une nouvelle façon de faire découvrir les agents, les métiers et les richesses incroyables et trop souvent méconnus des Archives.



Familiarisez-vous avec le vocabulaire des Archives.



Des enjeux majeurs de conservation aux Archives départementales

Quand on conserve 25 kilomètres d'archives, qu'on en collecte environ 400 nouveaux mètres chaque année pour nourrir les recherches historiques et permettre l'établissement de droits, le bâtiment est évidemment une question essentielle. Pour celui des Archives du Doubs, construit en 1986 largement en sous-sol, la question de la maîtrise de l'hygrométrie a toujours constitué un enjeu essentiel. Fin 2024, heureusement, le recours à une douzaine de déshumidificateurs installés au 4^e sous-sol, le plus humide, a permis de baisser drastiquement l'humidité de l'air ; une belle victoire ! Et il s'agit de mener parallèlement un autre combat : dans un bâtiment bien rempli, trouver de la place pour les nouvelles entrées. Pleins d'élan, les archivistes relèvent leurs manches et se livrent à d'incessants refoulements (déplacements des boîtes pour les resserrer), en attendant à moyen terme l'extension du bâtiment. Car, malgré la dématérialisation, il reste des kilomètres d'archives publiques à faire entrer !

2024, C'EST AUSSI :

- La mise en ligne des derniers actes de l'état civil de la période 1737-1912.
- La poursuite des actions de traitement des archives électroniques dans les services du Département.
- La fin de la belle aventure de l'exposition « Au cœur de Lip ».



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Les Lipes à l'honneur

Chez Lip, dans l'exposition des Archives comme dans les années 1970, les femmes ont une large place. Majoritaires dans l'entreprise, elles sont évidemment très présentes dans le conflit. Il était donc naturel qu'un panneau soit consacré à leur action, et surtout à leurs revendications, exprimées avec amertume dès 1975 dans la brochure Lip au féminin. Comme l'a rappelé le 10 mars Lucie Cros, sociologue à l'Université de Franche-Comté, dans une conférence, les femmes ont trop souvent été rappelées pendant le conflit à leur rôle d'épouse et de mère et, trop souvent aussi, oubliées par ceux qui ont raconté Lip.

CHIFFRES-CLÉS

81 communes et services administratifs accompagnés dans la gestion de leurs archives

130 ateliers pédagogiques et activités culturelles proposées

1 645 601 images sur le site internet des Archives départementales (archives.doubs.fr)

41 929 visiteurs accueillis au musée de plein air des Maisons comtoises à Nancray

PAROLES DE PARTENAIRE

Isabelle Neuschwander

Belle-fille de Claude Neuschwander, ancienne directrice des Archives nationales

“ Haut cadre de Publicis aux fortes convictions, Claude Neuschwander (1933-2023) n’a passé qu’un peu plus de deux ans à la tête de Lip dont il a repris la direction en 1974, après le conflit. Cette expérience quasiment initiatique, dont il a largement témoigné, l’a poursuivi jusqu’à la fin de sa vie. Claude Neuschwander avait pris des dispositions pour garantir l’avenir de ses archives, qu’il n’a cessé d’enrichir et de revisiter. Il n’y avait pas de meilleur lieu d’accueil pour elles que les Archives départementales du Doubs, désormais le lieu de référence sur Lip. Pour son épouse et ses six enfants, leur remettre ces archives constitue une marque de confiance, mais aussi l’accomplissement d’un devoir envers celui dont la vie a été marquée par l’engagement. Les papiers de Claude Neuschwander reposeront et vivront aux côtés de ceux de Charles Piaget, qu’il tenait en si grande estime, et de tant d’autres témoins. Aux chercheurs de s’en emparer! ”



S’APPUYER SUR LE RAYONNEMENT CULTUREL

ZOOMS SUR 2024

Une saison olympique au musée Courbet



La saison estivale du musée Courbet a été marquée par l’exposition COLOSSES. Lutteurs, culturistes et costauds dans les arts qui célébrait l’alliance entre sport et art inspirée par les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. À partir du célèbre tableau « Les Lutteurs de Courbet », l’exposition mettait en lumière le lien de ces athlètes avec l’histoire artistique. L’exposition offrait un voyage à travers plus de 200 œuvres, avec le concours exceptionnel du musée d’Orsay et du musée national du sport de Nice, ce dernier prêtant plus de 50 œuvres.

Cet événement était accompagné d’une riche programmation faisant du sport et de l’art deux vecteurs d’émancipation et d’émotion, dans l’esprit d’inclusion prôné par les Jeux et au cœur de la démarche départementale « Partageons nos sports ». COLOSSES a bénéficié du label « Exposition d’intérêt national » accordé par le Ministère de la Culture, soulignant son caractère inédit et son apport scientifique, ainsi que du label « Olympiade culturelle » du Comité d’organisation de Paris 2024.



Vernissage de l’exposition « COLOSSES. Lutteurs, culturistes et costauds dans les arts ».

Le succès de la Saline royale ne se dément pas.



Un nouveau record de fréquentation pour la Saline royale

Avec 153 666 visiteurs en 2024, la Saline royale d’Arc-et-Senans a de nouveau battu son record de fréquentation de l’année précédente (141 323 visiteurs).

L’offre culturelle renouvelée et enrichie séduit les publics avec notamment les nouveaux films du Centre de Lumières, qui présentent les sites majeurs du patrimoine mondial, le

Festival des jardins, sur le second demi-cercle de la Saline royale consacré en 2024 au thème Ombre et fraîcheur, l’exposition augmentée Notre Dame de Paris, l’exposition du photographe Vincent Munier et la production de l’Opéra pour enfants Le dernier voyage de Lapérouse.



Avec sa Saison numérique, le Département a participé au programme de PMA en tant que Capitale française de la culture.

Le Département partenaire engagé de PMA, Capitale française de la culture

Le Département s'est activement impliqué aux côtés de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) pour soutenir la mise en œuvre de la programmation culturelle au titre de la labellisation Capitale française de la culture (CFC). Au-delà d'un soutien financier de 49 100 €, le Département a déployé différents leviers pour soutenir la programmation culturelle exceptionnelle portée par PMA. Ce territoire a donc bénéficié de manière privilégiée de la programmation culturelle départementale en étant directement associé au montage des projets. Cette programmation coconstruite avec PMA a concerné la Saison numérique, Patrimoines communs et les Résidences d'artistes qui ont étoffé la programmation de CFC avec les propositions suivantes : une soirée et un weekend « d'immersion numérique » pour les 10 ans de la Citédo en janvier, un après-midi et une soirée « Patrimoines communs à Voujeaucourt » et la « Nuit du foot » au stade Bonal en juillet ainsi que la résidence de la Compagnie Gakokoé en octobre.

2024, C'EST AUSSI :

- L'exposition *Quentin Guichard- Le torrent du monde*, fruit d'une résidence de création à la Ferme familiale Courbet de Flagey qui a réuni 9 334 visiteurs.
- La donation exceptionnelle d'un couple de collectionneurs, Marie et Bernard Cola, composée de 330 ouvrages et documents destinés au Pôle Courbet dont 61 caricatures de Gustave Courbet réalisées par les plus grands caricaturistes du temps.
- L'inauguration par le Musée des maisons comtoises de Nancray de la galerie du machinisme agricole et la réhabilitation de la grange Vellerot.



ÉCRIT DE VISITEUR

Témoignage anonyme laissé sur le livre d'or du musée Courbet, 10 août 2024 :

« Voyage magique, itinéraire intérieur sublimé par une exceptionnelle mise en scène qui ravit l'œil sans trahir la personnalité du maître Courbet artiste intemporel. Sans oublier la passion, la gentillesse de chaque personne au sein de ce domaine dédié à l'art. »

ENTREtenir LE RAYONNEMENT SPORTIF DU TERRITOIRE

ZOOMS SUR 2024



Le plein aboutissement de la 1^{re} phase de « Partageons nos sports »

2024 a vu l'aboutissement de la 1^{re} phase de « Partageons nos sports » avec la célébration de cette année olympique sur notre territoire. Initiée dès 2019, cette démarche a permis de catalyser les énergies des acteurs en s'appuyant sur la dynamique des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris pour poser les bases d'un travail de fond sur l'inclusion des personnes en situation de handicap par le sport et sur le développement de la pratique sportive pour tous. Temps fort emblématique de cette démarche, la flamme olympique a sillonné le Doubs le mardi 25 juin 2024, diffusant l'énergie et les valeurs du sport à un maximum de publics lors de ce moment festif et populaire. La flamme est ainsi partie des tremplins de Chaux-Neuve, a ensuite rejoint Pontarlier pour se diriger vers le gouffre de Poudrey à Étalans. Elle a ensuite repris la route en direction de Maîche puis Montbéliard avant une étape à Baume-les-Dames. Elle a terminé son parcours avec une arrivée à Besançon, sur le parc de la Gare d'Eau. 60 000 personnes ont assisté au passage de la flamme olympique sur l'ensemble de ces sept étapes dont 11 000 sur le site de célébration au parc de la Gare d'Eau.



CHIFFRES-CLÉS

76 802 visiteurs accueillis sur les sites du pôle Courbet dont 45 1560 au musée Courbet

24 448 visiteurs accueillis lors de l'exposition « COLOSSES. Lutteurs, culturistes et costauds dans les arts »

12 296 spectateurs et 26 rendez-vous musicaux au Festival international de musique 2024, soutenu à hauteur de 170 000 € par le Département

Match parrainé ESBF – Metz et retour aux sources pour Chloé Valentini, joueuse désormais messine et de l'équipe de France.



Remise des maillots du GBDH au Département.

Un soutien indéfectible à nos « clubs phares »

Afin de soutenir au mieux les clubs qui évoluent aux plus hauts niveaux de leurs disciplines, des contrats ont été initiés en 2022 avec six clubs phares pour trois saisons sportives. En septembre 2024, ces contrats ont été reconduits pour la saison 2024-2025. L'Entente Sportive Bisontine Féminine (ESBF), le Grand Besançon Doubs Handball (GBDH), le Palente Besançon Handball (PBHB), le Besançon Avenir Comtois (BesAC), le Centre Cycliste d'Etupes (CC Etupes) et l'Amicale Cycliste Bisontine (AMCB) sont ainsi accompagnés pour réaliser leurs ambitions sportives. Parmi les résultats sportifs notables, la saison 2023-2024 exceptionnelle de l'équipe première du PBHB qui a décroché le titre de championne de France de Nationale 1, a accédé à la 2^{de} Division en 2024-2025 et a également triomphé en Coupe de France fédérale, réalisant un doublé historique.

Après avoir contribué au sauvetage du club à l'été 2023, le Département du Doubs, partenaire historique du FCSM, a poursuivi en 2024 son engagement à soutenir ce club emblématique. Le Département est ainsi entré au capital de la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) du club à hauteur de 300 000 € en ciblant son soutien sur la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au Centre de Formation.



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Toujours impliqué dans le soutien à la pratique sportive féminine, le Département a accueilli pour la première fois une étape du Tour de France Femmes. Le 16 août 2024, l'étape Remiremont - Morteau a traversé 21 communes sur 87 kilomètres de notre territoire.

Le public s'est réuni en nombre pour soutenir les 130 coureuses dont la locale de l'étape Juliette Labous. Cédrine Kerbaol la française de l'équipe Ceratizit, a franchi la ligne d'arrivée en tête à Morteau.



Le Département a accueilli une étape du Tour de France Femmes pour la première fois.



434 doubiens ont pu profiter des Jeux Paralympiques grâce au Département.

2024, C'EST AUSSI

- 434 doubiens, accompagnés par 19 agents du Département, ont pu assister à des épreuves sportives des Jeux Paralympiques le 31 août 2024.
- 60 clubs amateurs de haut niveau, dont 15 clubs « élites » affichant de réelles ambitions sportives et s'engageant à réaliser plusieurs actions en lien avec les priorités départementales. En 2024 ce ne sont pas moins de 40 actions qui ont ainsi pu être mises en œuvre sur le territoire, en faveur du développement de la pratique féminine, du sport-santé, de l'inclusion des personnes les plus fragiles, ou encore de la formation des jeunes à l'encadrement sportif.
- 77 manifestations soutenues en 2024 au titre de l'évènementiel sportif, contribuant à l'animation, la promotion et l'attractivité touristique des territoires. Parmi celles-ci une manifestation inédite marquant le nouvel essor d'une discipline sur notre territoire : le championnat de France de boules lyonnaises en doublette, évènement qui a, de plus, consacré une de ses trois journées au para-sport et à la mixité.

PAROLES D'UN BÉNÉFICIAIRE

Bénéficiaire de la journée aux jeux paralympiques le 31 août 2024

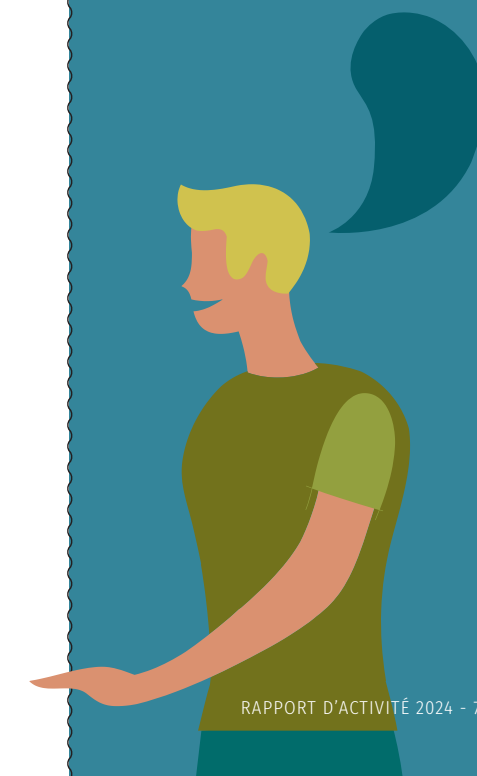
« Nous tenions à remercier Madame la Présidente Christine Bouquin, le Département du Doubs et tous les organisateurs pour l'invitation aux jeux paralympiques de Paris 2024. »

Nous avons passé [...] une journée magique (c'est le mot) qui restera gravée dans nos mémoires. Un grand bravo et merci pour les émotions procurées par l'équipe de France de Goalball de Gwendoline Matos. »

CHIFFRES-CLÉS

24 personnalités issues des mondes sportifs et civils choisies par le Département pour le moment solennel de l'allumage du chaudron avec le dernier relayeur porteur de la flamme au parc de la Gare d'Eau

7 relayeuses et relayeurs de la Flamme olympique pour le Département, répartis sur les étapes de son parcours



FAIRE VIVRE ET CAPITALISER SUR NOTRE MARQUE EMPLOYEUR

ZOOMS SUR 2024

Un nouveau cadre pour la rémunération des agents

Une délibération du 28 juin 2024 de l'Assemblée départementale actualise le cadre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) versé aux agents départementaux. Il s'agit des éléments de rémunération versés aux agents selon la nature de l'activité qu'ils exercent. Ces indemnités représentent couramment un cinquième de la rémunération globale des agents départementaux.

Ce nouveau cadre posé en 2024 vient actualiser les dispositions applicables depuis 2018. Il a fait l'objet d'une réflexion et d'une concertation pour répondre à plusieurs enjeux :

- ⇒ Maintenir voire développer l'attractivité de la rémunération versée par le Département à ses employés en tenant davantage compte des réalités du marché de l'emploi et des métiers en tension ;
- ⇒ Fidéliser les agents sur leurs fonctions en offrant à tous les agents une perspective de progression de leur rémunération sur leur poste ;
- ⇒ Offrir aux encadrants des leviers managériaux par la possibilité de moduler le RIFSEEP de leurs agents ;
- ⇒ Conformer aux dispositions légales les modalités de versement du RIFSEEP dans les cas de congés longue maladie et congés longue durée.

Au final, tous les agents présents depuis plus de six mois dans la collectivité ont bénéficié d'une amélioration de leur rémunération par le gain de la prime annuelle (complément indemnitaire annuel, CIA).

Une communication interne renforcée et un soin particulier apporté à la marque employeur

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la mission de communication interne, est rattachée à la Direction des ressources humaines. Portée par deux agents, elle a d'ores et déjà permis de :

- valoriser les actualités, actions PEPS, projets et réussites de l'ensemble des directions via le rapport d'activité, l'Intranet ou la lettre mensuelle interne « Nous c'est Doubs » ;
- assurer la communication RH en direction de tous les agents ;
- proposer un accueil repensé et plus régulier aux nouveaux arrivants ;
- accompagner la démarche « marque employeur » pilotée par le service recrutement, avec une présence accrue sur LinkedIn, la production de clips métiers et de vidéos d'agents ambassadeurs de la collectivité.



Six clips de présentation des métiers du Département ont été réalisés en 2024.



PEPS : une dynamique collective pour l'amélioration des services

Le programme PEPS (Performance et efficacité partagées des services) est le fruit d'un diagnostic identifiant les forces et axes de progrès de la collectivité. Ses objectifs sont d'améliorer les pratiques et modes de travail au sein du Département, ainsi que le service rendu aux usagers et aux partenaires.

10 actions ont été lancées en 2023, nécessitant un travail collectif au sein des services tout au long de l'année 2024.

Elles ont permis, par exemple, de :

- ⇒ Mettre en place des stratégies pour attirer les meilleurs talents, développer leurs compétences et les fidéliser au sein de notre organisation
- ⇒ Promouvoir l'utilisation optimale des outils numériques pour améliorer la collaboration et l'efficacité au sein des services
- ⇒ Rendre les réunions plus productives, efficaces et structurées
- ⇒ Encourager la collaboration et la co-production au sein des équipes
- ⇒ Moderniser l'intranet pour améliorer l'accès à l'information et la communication interne

En 2024, six nouvelles actions ont été lancées :

- ⇒ Accorder plus de responsabilités et d'autonomie aux agents de terrain
- ⇒ Repenser nos espaces de travail pour plus de modularité, d'ergonomie et de convivialité
- ⇒ Amplifier les leviers de motivation
- ⇒ Préciser et équiper la fonction managériale
- ⇒ Réinterroger notre temps de travail
- ⇒ Accompagner les allongements de carrière

Ce programme renforce la qualité et l'efficacité des services, valorise les compétences et l'engagement de chacun pour toujours mieux faire équipe départementale.



L'avancée du programme PEPS.

2024, C'EST AUSSI :

- Une politique dynamique en faveur de l'apprentissage avec 41 nouveaux apprentis accueillis dans les services et collèges en 2024, portant à 57 le nombre total d'apprentis en cours de formation.
- Un dispositif spécifique de déprécarisation ayant permis à 26 agents contractuels, présents depuis plus de 4 ans, de voir leur situation professionnelle pérennisée au Département (nomination en qualité de stagiaire ou CDD de trois ans).
- Un accueil des nouveaux arrivants repensé, plus régulier : organisées le temps d'une matinée, cinq sessions, dont une réservée aux apprentis, se sont tenues en 2024. Discours d'accueil, quizz interactif, visites des locaux et rencontres rythment ce temps d'intégration privilégié.



41 nouveaux apprentis ont rejoint le Département en 2024.

CHIFFRES-CLÉS

3 700 candidats inscrits sur notre site carrière

Un délai moyen des vacances de postes de 3 mois en 2024, contre 4 mois en 2023

355 procédures de recrutement menées

6 clips métiers réalisés pour faire connaître et valoriser les métiers d'assistant familial, de cuisinier de collège, de référent éducatif, de travailleur médico-social, de gestionnaire financier et chef d'équipe travaux routiers / chef de chantiers

PAROLES D'AGENTS

Anaïs

Assistante administrative au Pôle développement des compétences à la DRH

“ En, 2023, j'ai intégré le Département du Doubs au cours de ma 3^e année d'apprentissage de BUT GEA option ressources humaines à l'IUT de Besançon. J'avais le souhait de découvrir l'environnement des collectivités territoriales, ce fut une belle opportunité pour moi d'intégrer le CD25. En tant qu'apprentie au sein de la DRH j'ai pu explorer la diversité des métiers et des compétences nécessaires pour remplir les missions au service des usagers. J'ai particulièrement apprécié découvrir les dispositifs de formation gérés par le Pôle Développement des compétences de la DRH et participer à l'accompagnement de la montée en compétences des agents. J'ai pu découvrir également les services carrières et rémunérations, santé au travail, recrutement ce qui m'a permis d'avoir une vision plus large de la gestion des ressources humaines. Mon année d'apprentissage m'a donné l'envie de continuer au sein du Département du Doubs.

J'ai eu cette chance en tant que gestionnaire des recrutements à la DESC. Une belle aventure qui se poursuit !

”



Corentin

Gestionnaire du patrimoine à la direction du patrimoine et de la logistique

“ Avant d'arriver au Département, j'étais notaire salarié. Mes missions étaient passionnantes mais les conditions d'exercice ne me convenaient pas et je ne m'épanouissais pas au sein de l'étude qui m'employait. J'ai quitté le notariat tout en souhaitant continuer à travailler dans un domaine que j'affectionne. L'offre d'emploi de gestionnaire du patrimoine immobilier au Département correspondait parfaitement. À présent, je me sens utile pour la collectivité, ma formation juridique est facilitatrice, les missions qui me sont confiées sont diversifiées et je retrouve cette notion de service public qui compte pour moi. Depuis ma prise de poste il y a six mois, l'équipe encadrante comme mes collègues m'ont accueilli avec bienveillance. Ma direction m'a donné les moyens nécessaires pour exercer mes missions et m'approprier le poste. Enfin, je peux mieux concilier vie pro et vie perso grâce à une gestion flexible du temps de travail. ”

SUIVI DU PLAN D' ACTIONS

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES

Le plan d'action Égalité professionnelle 2023-2025 adopté le 26 juin 2023 s'inscrit dans la continuité du premier plan et se poursuit avec la même dynamique. Il repose sur cinq axes et onze engagements, parmi lesquels 8 sont réalisés ou bien engagés à ce jour. Ce plan s'intègre pleinement dans la politique du Département, avec un site dédié qui en assure la visibilité et le suivi. Son efficacité est attestée par le nouvel index d'Égalité professionnelle de la DGCL (Direction générale des collectivités locales).

96/100



C'EST LE RÉSULTAT OBTENU PAR LE DÉPARTEMENT EN 2023 SUR LA BASE DE DONNÉES MIXANT LES ÉCARTS DE RÉMUNÉRATION ET LES TAUX DE PROMOTION DE NOS AGENTS.



LE PLAN D' ACTIONS ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES : 5 AXES, 11 ENGAGEMENTS

Le plan égalité professionnelle se poursuit en garantissant l'égalité de traitement dès le recrutement, favorisant la double mixité des métiers. Il vise également à favoriser un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle et à lutter contre les comportements de violences ou discriminations.

Axe 1 // Évaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

- ⇒ **ENGAGEMENT 1.1** : Mettre en place un observatoire des rémunérations
- ⇒ **ENGAGEMENT 1.2** : Informer sur l'impact du temps partiel en termes de rémunération et de retraite

Axe 2 // Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois

- ⇒ **ENGAGEMENT 2.1** : Assurer l'égalité de traitement dès le recrutement
- ⇒ **ENGAGEMENT 2.2** : Favoriser la double mixité des métiers
- ⇒ **ENGAGEMENT 2.3** : Favoriser le déroulement de carrière

Axe 3 // Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

- ⇒ **ENGAGEMENT 3.1** : Améliorer l'organisation et les conditions de travail
- ⇒ **ENGAGEMENT 3.2** : Soutenir la parentalité

Axe 4 // Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

- ⇒ **ENGAGEMENT 4.1** : Conforter le dispositif de signalement et de traitement des situations de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes
- ⇒ **ENGAGEMENT 4.2** : Sensibiliser régulièrement le personnel aux différentes manifestations du sexisme au travail

Axe 5 // Développer une culture de l'égalité au sein de la collectivité

- ⇒ **ENGAGEMENT 5.1** : Mettre en place des outils et des temps de sensibilisation à l'égalité professionnelle
- ⇒ **ENGAGEMENT 5.2** : Communiquer auprès des agents

AXE 1 // Évaluer, prévenir, et le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

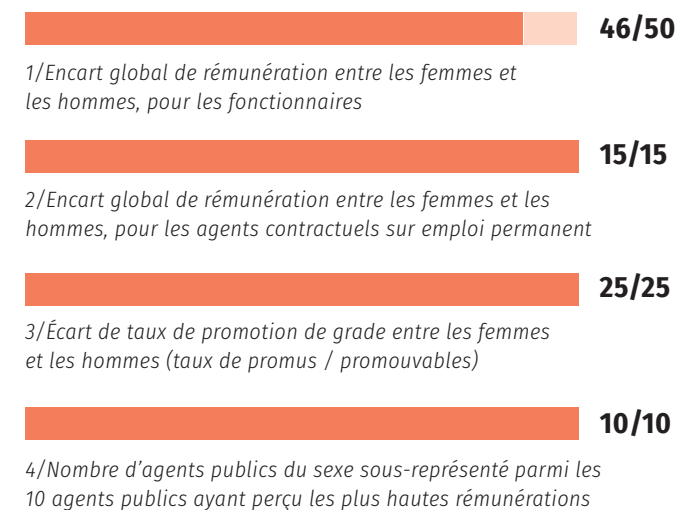
Mettre en place un observatoire des rémunérations.

Afin d'assurer une transparence totale et de suivre nos avancées, un observatoire des rémunérations a été mis en place. Accessible sur le site du Département, il regroupe trois indicateurs essentiels :

- ⇒ La somme des dix plus hautes rémunérations,
- ⇒ Le nombre de femmes et d'hommes nommés aux emplois de direction,
- ⇒ Depuis 2024, l'index de l'égalité femmes-hommes.

Cet index, calculé sur 100 points selon quatre critères précis, permet d'évaluer nos efforts en matière d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour l'année N-1. Avec un score de **96/100**, notre Département démontre son engagement fort et concret pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes. Nous poursuivrons dans cette voie afin de garantir un environnement professionnel toujours plus juste et inclusif.

INDEX 2023 ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE SCORE GLOBAL : 96/100



Les jurys de recrutement sont mixtes au Département.

AXE 2 // Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois

Cette égalité d'accès à l'emploi est assurée dès le recrutement. Nous valorisons la mixité des métiers grâce notamment à des vidéos de mise en situation.

C'est un axe important de la marque employeur du Département, à travers la politique de recrutement.

L'égal accès des femmes et des hommes aux emplois passe tout d'abord par la mixité au sein des jurys de recrutement. Au Département, celle-ci est facilitée par la composition de l'équipe de recrutement de la DRH, avec trois femmes et deux hommes, qui permet, avec les représentants des directions, d'assurer cet équilibre.

Il s'agit également de montrer qui nous sommes, ce que nous faisons, avec une série de portraits mettant en lumière des femmes et des hommes évoluant dans différents métiers (Cheffe de cuisine – référent éducatif...). À travers ces témoignages inspirants, nous souhaitons valoriser leur parcours, et montrer que les métiers sont ouverts à tous. Cela aussi renforce la marque employeur du Département.

Diffusés en interne et sur LinkedIn, ces portraits invitent à la réflexion et contribuent à sensibiliser chacun aux enjeux de l'égalité professionnelle.

AXE 3 //

Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

Favoriser l'organisation et les conditions de travail

Le règlement du télétravail a évolué pour une meilleure adaptation de l'organisation. Il fait l'objet d'un bilan chaque année afin d'être ajusté dans le cadre d'un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Depuis le 1^{er} mars 2024, le règlement du télétravail permet une plus grande souplesse pour s'adapter aux aléas des agendas professionnels.

Au Département, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à télétravailler : 618 femmes en 2024, et 170 hommes. Cette organisation du travail a été facilitée par des formations en aisance numérique, qui ont permis de garantir un travail de qualité.

Deux mesures issues de notre programme PEPS (performance et efficacité partagées des services) sont venues décliner des mesures inscrites dans la Charte du temps :

⇒ Une bonne gestion du temps pour des réunions de travail efficaces

⇒ Comment optimiser sa communication



Soutenir la parentalité avec l'allongement du congé paternité

Depuis la loi du 1^{er} juillet 2021, les agents fonctionnaires et contractuels peuvent bénéficier d'un congé de paternité et d'accueil de 25 jours calendaires. Un congé de naissance de trois jours s'ajoute à ce congé de paternité et d'accueil de l'enfant. Une fiche sur l'intranet est dédiée à ce sujet.

En 2024, 18 hommes et 29 femmes ont bénéficié de cette mesure, avec une augmentation depuis 2021 de l'utilisation de ce congé par les hommes (huit en 2021 et 18 en 2024).



CHIFFRES CLÉS

- 1 935 agents permanents
- 1 234 femmes (64 %)
- 701 hommes (36 %)

Axe 4 //

Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

Chaque année depuis sa mise en place, un bilan annuel du dispositif de signalement est réalisé.

Selon le bilan 2024, sur les douze signalements effectués, onze ont abouti à une non-reconnaissance des faits signalés comme constitutifs d'une situation de harcèlement :

⇒ neuf signalements proviennent de femmes et trois signalements d'hommes.

⇒ dix signalements dénoncent des faits de harcèlement moral, deux signalements dénoncent des agissements sexistes.

⇒ À l'issue d'enquêtes administratives, seul un signalement a conclu à la véracité des faits signalés qui constituent un manquement aux obligations du fonctionnaire.

POUR SUIVRE LA RECHERCHE D'EFFICIENCE INTERNE

ZOOMS SUR 2024



Numérique : préservation des acquis et développement de projets

En matière d'efficacité numérique interne, les investissements pour maintenir un socle technique (matériels, infrastructures et logiciels) performant et sécurisé ont permis de mener des projets d'ampleur et « nouveaux » par leurs orientations et modalités d'organisation :

- La poursuite de la mise en œuvre du SDUN (Schéma directeur des usages du numérique). Avec, parmi les grandes réalisations, la mise en place d'un document unique pour la prévention des risques, la modernisation de la PMI, la finalisation du Système d'information patrimonial (SIP).
- L'approfondissement de la Sécurité du système d'information (SSI) de la collectivité.
- La poursuite de la mise en conformité du Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) avec la poursuite de la création d'un registre des traitements.
- La contribution à la mise en place d'une cellule de crise au sein de la collectivité.
- L'étude pour la création d'un GFU (Groupe fermé d'utilisateurs), ce réseau de télécommunication indépendant qui permet de desservir les différents sites d'un même utilisateur à l'échelle de tout un territoire.
- La réflexion sur la sobriété numérique de la collectivité.



1^{ère} année d'application du SPASER

Adopté par l'Assemblée départementale le 25 septembre 2023, le Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) a été mis en œuvre en 2024 pour sa première année d'application. La Direction des finances et de l'achat en a assuré le pilotage, l'animation et le suivi.

Le SPASER se décline en trois piliers complémentaires : l'économie, l'environnement et le social. Le pilier économique vise notamment à faciliter l'accès à la commande publique pour l'ensemble des entreprises, y compris les entreprises locales. Parallèlement, le pilier environnemental favorise des pratiques durables, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement. Enfin, le pilier social œuvre pour l'intégration sociale et professionnelle en ouvrant des opportunités d'emploi dans le cadre des marchés publics.



CHIFFRES-CLÉS

175 fiches de traitement de données personnelles établies, 86 analyses d'impact relatives à la protection des données (mise en conformité au RGPD)

1 875 ordinateurs, 400 serveurs dont 330 virtualisés, 903 téléphones mobiles dont 734 smartphones

3 M de mails vérifiés, 6 virus détectés, 1 500 tentatives d'attaques bloquées par les pare-feux par jour

9 841 tickets adressés au centre de services numériques de la Direction des usages du numérique, pour des demandes informatiques (4 166) ou des incidents informatiques (5 675).

19 réunions de la Commission d'appel d'offres / Commission achats pour 73 marchés attribués

2 040 dossiers de consultation téléchargés sur le profil acheteur du Département et 673 plis dématérialisés déposés

267 marchés notifiés représentant un volume d'achats d'environ 81 M€ HT

630 consultations juridiques

150 analyses financières

5 audits externes

2 études organisationnelles

255 panoramas de presse réalisés, 179 dossiers thématiques, soit une sélection de 8 000 articles de presse régionale et nationale

230 abonnements gérés par le centre de ressources documentaires, 30 journaux et revues consultables sur place

En 2024, plusieurs actions ont donc été mises en œuvre, notamment :

- Pilier économique : le Département a encouragé une plus grande implication des opérateurs économiques, notamment locaux, en simplifiant les documents de consultation et en publiant la programmation des projets d'achat pour une meilleure visibilité.
- Pilier environnemental : les indicateurs ont été précisés et affinés afin d'orienter plus efficacement les actions menées.
- Pilier social : le déploiement du logiciel ABC clauses, spécialement conçu pour accompagner les facilitateurs et maîtres d'ouvrage dans le suivi des clauses sociales d'insertion, permet de disposer d'une vue d'ensemble claire et structurée. Il permet de générer des rapports détaillés avec des données quantitatives et qualitatives précises sur leur mise en œuvre.

2024, C'EST AUSSI :

- Une évolution de l'organisation de la Direction des usages du numérique pour consolider des actions peu ou mal prises en compte (montée en compétence numérique des agents...).
- La poursuite de l'évolution de Microsoft 365 avec la migration vers Office 365, le lancement de la refonte de l'intranet, la migration des espaces partagés vers SharePoint 365, et toutes les nouvelles fonctionnalités facilitant notamment le travail collaboratif.
- Lancé en septembre 2021 dans l'ensemble des directions du Département pour le recensement des besoins (phase 1), le projet ORA (outil de recensement des achats) s'est enrichi en 2023 avec l'intégration du module dédié aux achats de faible montant (phase 2), puis en 2024 avec le déploiement de la phase 3, consacrée à la programmation et à la passation des marchés.



ADAPTER EN PERMANENCE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AUX RÉALITÉS

ZOOMS SUR 2024



La prévention des risques : de grandes avancées

Plusieurs actions ont été menées couvrant l'ensemble des secteurs d'activités : le lancement du réseau des assistants et des référents prévention au sein de la DRIT et des Solidarités et l'élaboration de leur Document unique d'évaluation des risques professionnels ; un guide sur l'utilisation des Équipements de protection individuels (EPI) ainsi que l'expérimentation de nouveaux équipements d'entretien des locaux pour prévenir les troubles musculosquelettiques (TMS) des agents des collèges ; un jeudi de la RH dédié à la prévention des TMS pour les postes administratifs ; des conférences sur la prévention et la gestion de l'agressivité pour les Solidarités ; des quarts d'heure sécurité pour les nouveaux arrivants ; un dispositif encadrant le recours à l'éthylotest ; des Dispositifs d'alarme pour travailleur isolé (DATI) pour les activités à risque destinés à nos correspondant ouvrages d'art.

Un plan de maîtrise de la masse salariale

Pour adapter la trajectoire des dépenses de personnel aux exigences de maîtrise budgétaire, un plan de maîtrise des effectifs a été bâti dès le milieu d'année 2024.

En concertation avec toutes les directions, des perspectives d'économies de 15 postes par an pendant 3 années successives dès 2024 ont ainsi émergé. Cet effort correspond à moins de 2 % des effectifs du Département mais représente à terme une économie de 2M€.

À cela, s'ajoute la poursuite de la réduction du recours aux remplacements pour toutes les missions accomplies au sein du Département, hormis pour les équipes dédiées à la protection de l'enfance, compte tenu de la tension exercée sur cette politique publique.





Un recrutement de qualité porté par une équipe engagée.

Un recrutement performant

En 2024, les pratiques de recrutement ont évolué, notamment grâce à la mise en place de nouvelles procédures. La visibilité des offres d'emploi a été améliorée par des campagnes ciblées et l'utilisation de plateformes numériques modernes. Ces efforts concertés ont non seulement permis de réduire les délais de recrutement, mais ont également attiré des talents qualifiés, répondant ainsi aux besoins spécifiques de la collectivité. Grâce à une meilleure communication, tant auprès des candidats que des directions, le processus de sélection a été optimisé. Cette démarche, qui s'inscrit pleinement dans la valorisation de la marque employeur, a renforcé l'attractivité du Département et a permis de pourvoir des postes pénuriques, tels que ceux de médecins de PMI et de mécaniciens à la DRIT.



2024, C'EST AUSSI :

- La mise en place de la retraite progressive, dont 12 agents ont pu bénéficier en 2024. Ce dispositif permet à l'agent qui, à l'approche de la retraite (deux ans avant l'âge légal de départ), choisit de diminuer sa quotité de travail en exerçant son activité à temps partiel, de cumuler sa rémunération avec une fraction de sa pension de retraite.
- Une attention est portée aux conditions de travail des agents, avec, quand cela s'avère nécessaire, des accompagnements individuels ou collectifs mobilisant, selon les difficultés rencontrées, différents acteurs : la médecine professionnelle, l'assistante sociale du personnel, des psychologues du travail, des coaches, la référente handicap du Département... Plusieurs situations préoccupantes ont ainsi mobilisé ce réseau au cours de l'année 2024.
- **La mobilisation d'une offre variée dédiée aux encadrants de la collectivité pour les accompagner dans leur démarche managériale : formations sur le savoir-faire et savoir-être au quotidien, quatre « matinales RH managers » visant à échanger sur les pratiques, bilan managérial pour mener une réflexion sur ses sources de satisfaction et de motivation au travail, analyser ses comportements managériaux et ses axes de développement, coaching lié à la prise de poste... 173 d'entre eux ont ainsi bénéficié de l'un de ces dispositifs, soit environ 84 % des encadrants.**



Le matinales RH managers : un moment d'échange privilégié entre encadrants.

PAROLES D'AGENT

Philippe

Responsable de pôle à la DRH

« Travailler au sein du Département du Doubs a toujours été une expérience enrichissante. En tant que responsable de pôle Recrutement et organisation, j'ai été en relation quotidienne avec l'ensemble des directions et services de la collectivité. Aujourd'hui, je suis ravi de pouvoir bénéficier de la retraite progressive. Cette transition vers un temps partiel me permet de continuer à exercer mes missions tout en ayant plus de temps pour moi. C'est un équilibre parfait entre vie professionnelle et personnelle. Je suis reconnaissant envers la collectivité de pouvoir bénéficier de ce nouveau dispositif. D'ailleurs je tiens à remercier la cellule retraite de la DRH pour la qualité de l'accompagnement lors de la constitution du dossier. »



CHIFFRES-CLÉS

10 permis poids lourds financés

10 000 jours de formation

173 agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE), soit un taux d'emploi de personnes en situation de handicap de **7,78 %** au 31/12/2024

10 « jeudis de la RH », ces visioconférences internes dédiées à des thématiques ressources humaines

169 invitations pour les accueils des nouveaux arrivants

18 mois et une quarantaine de référents mobilisés pour construire le nouvel Intranet

Un réseau constitué de **60** assistants et référents prévention

40 assistants familiaux recrutés

Baisse du taux d'absentéisme : **7,7 %** en 2024 contre **8,4 %** en 2023

COMPTE ADMINISTRATIF (CA) 2024



Points marquants de la gestion 2024

- Dans un contexte financier contraint, le Département a soutenu une politique d'investissement forte, en réalisant un volume de dépense exceptionnel de 119 M€ sur l'exercice 2024. Les investissements de la collectivité sont en progression pour la quatrième année consécutive.
- L'évolution des dépenses de fonctionnement est freinée avec une croissance inférieure aux années précédentes. Les mesures de gestion ont permis de ralentir le rythme d'augmentation des dépenses malgré les contraintes nationales imposées sur les politiques de Solidarités.
- Les recettes de fonctionnement subissent une nouvelle baisse de la fiscalité liée à la chute des droits de mutation. L'évolution des recettes reste toujours insuffisante pour financer la hausse des charges supportées par la collectivité.
- L'insuffisance des recettes provoque une nouvelle dégradation de l'épargne et réduit les capacités de la collectivité à autofinancer ses investissements. Afin de maintenir la dynamique des investissements, le Département a augmenté son recours à l'emprunt à hauteur de 43,5 M€.

	Dépenses		Recettes		Dépenses	Recettes
	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement		
Solidarités humaines	8,658 M€	335,989 M€	1,533 M€	64,854 M€	344,647 M€	66,387 M€
Développement humain	30,094 M€	25,714 M€	0,139 M€	1,251 M€	55,808 M€	1,390 M€
Dynamique territoriale	51,109 M€	47,406 M€	2,719 M€	1,668 M€	98,515 M€	4,387 M€
Efficiency et ressources internes	29,153 M€	132,928 M€	58,600 M€	524,014 M€	162,082 M€	582,614 M€
Total	119,015 M€	542,037 M€	62,991 M€	591,787 M€	661,051 M€	654,778 M€

1. 1. Les dépenses d'investissement maintiennent leur dynamique et atteignent un niveau record

ZOOM SUR L'INVESTISSEMENT

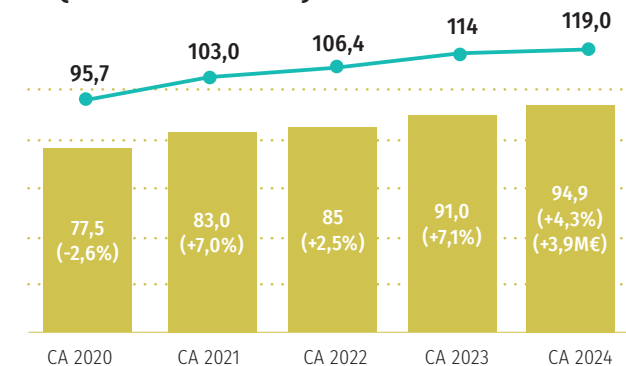
Le Département réalise un niveau d'investissement exceptionnellement élevé de 119 M€, correspondant à une augmentation de près de + 5 M€ en un an. Hors remboursement de la dette, l'investissement représente 94,9 M€. Cet effort traduit l'engagement de la collectivité à soutenir le développement du territoire départemental malgré les contraintes budgétaires imposées.

Les mobilités et infrastructures représentent le premier budget d'investissement avec 29,7 M€ consacrés à la maintenance, la sécurisation et l'amélioration du réseau routier, ainsi qu'à la structuration des voies cyclables. Des efforts importants à hauteur de 28,3 M€ ont également été déployés pour les collèges, comprenant la réalisation d'opérations d'envergure, telles que les constructions du collège de Bethoncourt et d'un gymnase à Blamont, la

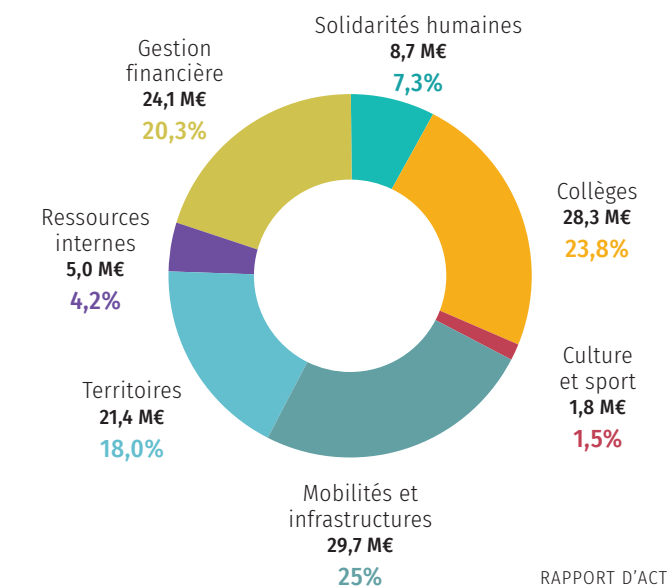
rénovation du collège de Villers-le-Lac, ainsi que la poursuite des programmes d'entretien et l'acquisition d'équipements numériques éducatifs. Le soutien au développement territorial et à l'attractivité a également été renforcé en bénéficiant d'une hausse de 2,6 M€ des crédits consacrés à l'accompagnement des projets locaux (12 M€) via notamment le dispositif P@C25.

Enfin d'autres investissements importants ont été engagés dans la politique de gestion de l'eau (5,6 M€), la politique autonomie (1,6 M€) avec le soutien à l'installation d'EHPAD, ou encore la modernisation du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) de Saint-Claude (1,4 M€). Le remboursement de la dette représente quant à lui 24,1 M€ en 2024.

> DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (M€) (ÉVOLUTION N-1)

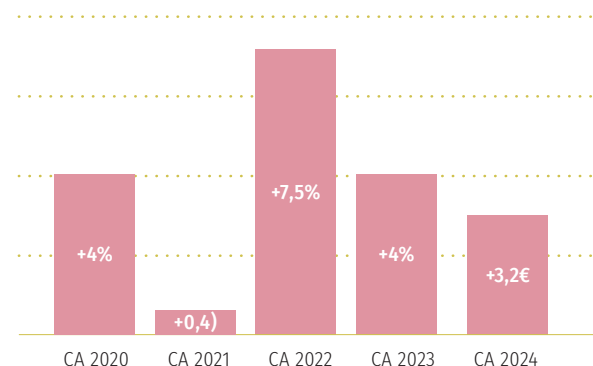


> RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

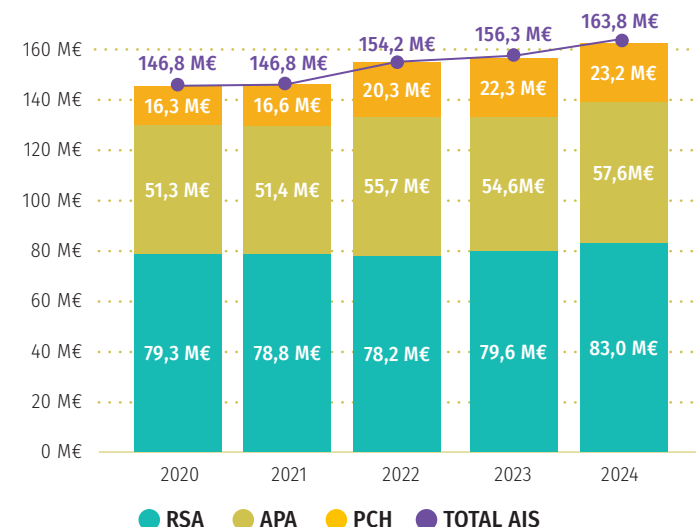


2. 2. La croissance des dépenses de fonctionnement a été freinée malgré la hausse des dépenses imposées au sein des politiques de Solidarités

> ÉVOLUTION N-1 DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)

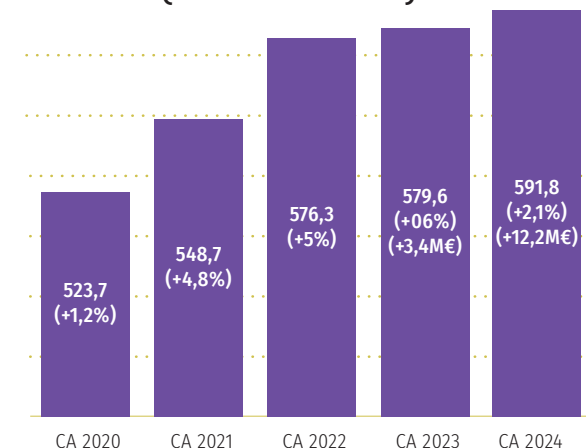


> RÉPARTITION DES ALLOCATIONS INDIVIDUELLES DE SOLIDARITÉ (AIS)

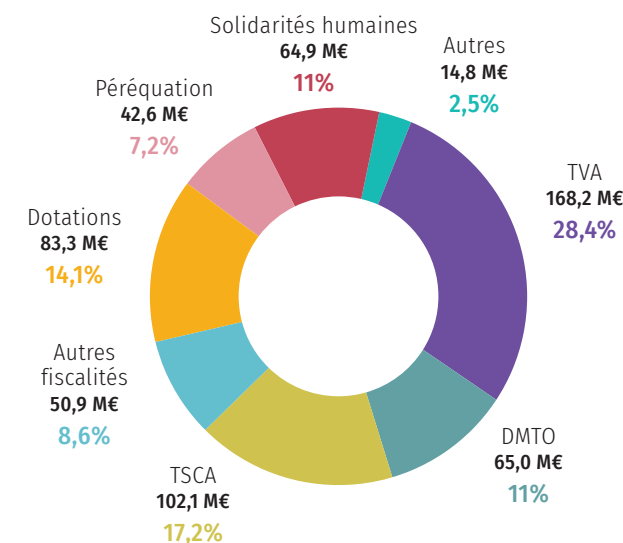


3. 3. Les recettes de fonctionnement subissent une nouvelle dégradation de la fiscalité et des dotations de l'État

> RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)



> RÉPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



ZOOM SUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

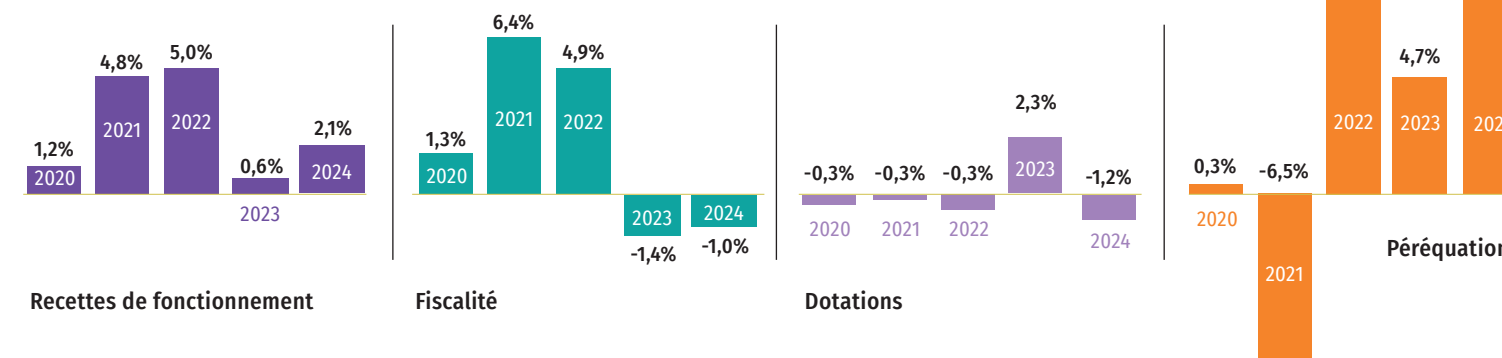
Les recettes de fonctionnement bénéficient d'un léger rebond avec une évolution annuelle de + 2,1 % consécutive à une année de stagnation en 2023. Cette croissance a avant tout été générée par l'utilisation exceptionnelle de la réserve des DMTO provisionnée en 2022 pour 7 M€, ainsi que par le produit des ventes immobilières de la rue Nodier pour 2,4 M€.

L'évolution des autres recettes perçues par la collectivité reste faible, avec pour la seconde année consécutive une dégradation du rendement de la fiscalité. En effet, alors que la fiscalité représente 59 % des ressources de la collectivité avec 386,2 M€, celle-ci subit les influences de la chute prolongée des droits de mutation, en recul de 9,7 M€ sur l'année 2024 dans un contexte de diminution des volumes et des prix des transactions immobilières. Par ailleurs, le produit de la TVA a perdu sa dynamique en raison de la faiblesse de la croissance économique nationale, avec un rendement de 168,2 M€

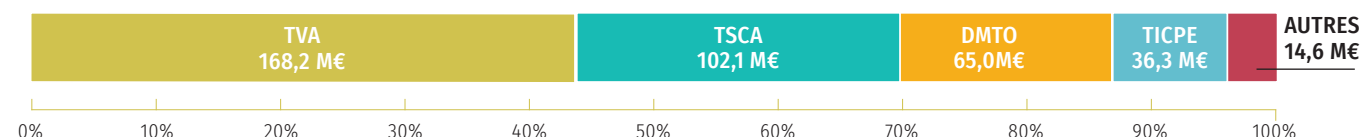
très inférieur aux prévisions initiales. Seule la Taxe sur les assurances (102,1 M€) maintient une trajectoire positive avec une croissance élevée de + 6,6 %.

Le Département perçoit également un certain nombre de dotations de l'État à hauteur de 83,3 M€, mais dont le niveau recule de - 1,2 % après plusieurs années de stabilité, ainsi que des produits issus des dispositifs de péréquation mis en place pour réduire les inégalités entre les départements. Sur ce volet, la collectivité a bénéficié de recettes supplémentaires de 4 M€ via les fonds DMTO et DCP, qui ne seront pas pérennisées les années à venir. Enfin, le Département dispose d'autres sources de financement, dont notamment les compensations versées au titre des politiques de l'autonomie pour 55,4 M€, avec une augmentation importante de + 9 % liée à l'application des mesures du SEGUR.

> ÉVOLUTION N-1 DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



> RECETTES FISCALES 2024 = 386,2 M€



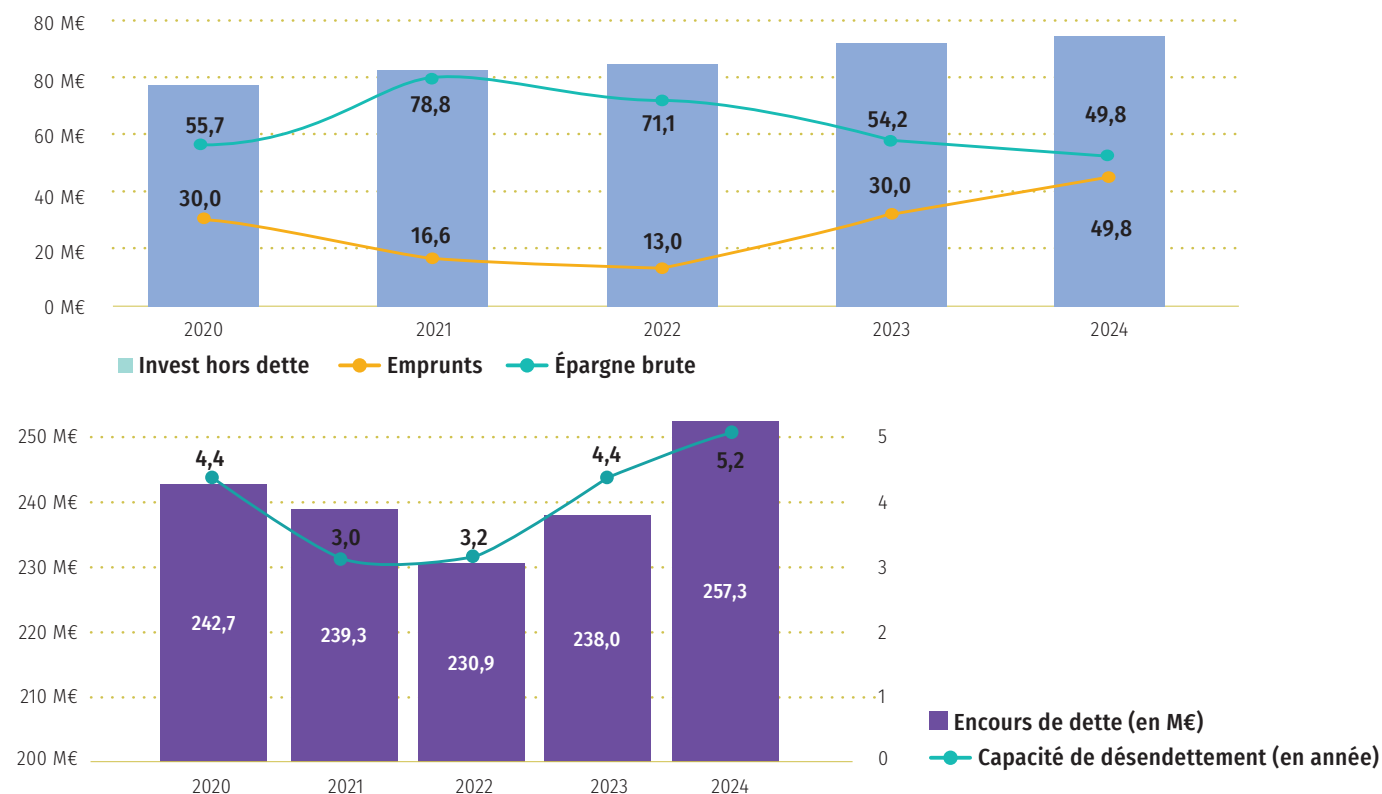
4. La réduction de l'épargne nécessite d'augmenter le recours à l'emprunt pour financer nos investissements

ZOOM SUR L'ÉPARGNE ET L'EMPRUNT

L'année 2024 est marquée par une nouvelle dégradation du niveau d'épargne, conséquence de la faible évolution des recettes de fonctionnement, inférieure à la croissance des dépenses depuis trois ans. L'épargne brute de la collectivité représente désormais 49,8 M€, ce qui correspond à un niveau d'autofinancement des investissements de 41,8 % insuffisant pour soutenir la forte ambition du Département.

Afin de maintenir la dynamique des investissements sur son territoire, le Département a mobilisé un volume emprunt élevé

de 43,5 M€, soit un niveau en nette augmentation par rapport aux exercices précédents. En 2024, ces emprunts ont financé 36,6 % des investissements de la collectivité, contre 26,3 % en 2023. Les capacités financières du Département ainsi que son faible niveau d'endettement ont permis de recourir à ce haut niveau d'emprunt. Cette mobilisation génère une progression de + 8 % de l'encours de dette, porté désormais à 257,3 M€, mais la capacité d'endettement reste inférieure au seuil d'alerte en s'établissant à 5,2 années à l'issue de l'exercice 2024.



COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Récapitulatif des dépenses par politique publique

RÉPARTITION DES DÉPENSES 2024 EN MILLIONS D'EUROS
(HORS RÉSULTATS ET RÉVOLVING)

POLITIQUE PUBLIQUE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL DES DÉPENSES	
	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
11 Autonomie PA/PH, transports adaptés	160,312	29,6%	1,641	1,4%	161,953	24,5%
12 Enfance-famille	79,269	14,6%	4,573	3,80%	83,842	12,7%
13 Retour à l'emploi, insertion	91,851	16,9%	0,005	0,0%	91,856	13,9%
14 Habitat-Logement	2,774	0,5%	2,387	2,0%	5,161	0,8%
15 Action sociale	1,555	0,3%	0,003	0,0%	1,557	0,2%
16 Inclusion numérique	0,228	0,0%	0,050	0,0%	0,278	0,0%
21 Collèges	16,786	3,4%	28,341	23,8%	45,127	6,8%
22 Action culturelle	5,472	1,0%	0,068	0,1%	5,539	0,8%
23 Lecture	0,343	0,1%	0,257	0,2%	0,599	0,1%
24 Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	0,280	0,1%	0,196	0,2%	0,475	0,1%
25 Sport et éducation populaire	2,833	0,5%	1,233	1,0%	4,066	0,6%
31 Mobilités et infrastructures	10,017	1,8%	29,731	25,0%	39,747	6,0%
33 Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières	31,450	5,8%	13,090	11,0%	44,450	6,7%
34 Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	1,128	0,2%	6,525	5,5%	7,653	1,2%
35 Espace rural et périurbain	0,346	0,1%	0,254	0,2%	0,600	0,1%
36 Tourisme	4,263	0,8%	1,018	0,9%	5,281	0,8%
37 Développement économique	0,203	0,0%	0,491	0,4%	0,694	0,1%
41 Relations publiques	1,018	0,2%	0,039	0,0%	1,057	0,2%
42 Modernisation de l'action publique	3,233	0,6%	1,715	1,4%	4,947	0,7%
43 Ressources humaines	107,561	19,8%	0,009	0,0%	107,570	16,3%
44 Bâtiments et moyens généraux	7,226	1,3%	3,249	2,7%	10,476	1,6%
45 Gestion et optimisation financière	13,891	2,6%	24,141	20,3%	38,031	5,8%
	542,037	100,0%	119,015	100,0%	661,051	100,0%

En 2024, le Département du Doubs a confirmé sa capacité à agir avec constance, à innover avec responsabilité, et à tenir ses engagements dans un contexte exigeant. Ce rapport témoigne d'une action publique structurée, inscrite dans une vision de long terme, au service de tous les territoires et de tous les habitants.

Les cinq engagements de notre mandat ont continué à guider les choix, à structurer les politiques, à prioriser les investissements. Loin d'un empilement de dispositifs, c'est une logique d'ensemble que nous avons poursuivie : rendre l'action publique plus lisible, plus accessible, plus juste.

Nos deux grandes priorités transversales – l'égalité entre les femmes et les hommes, et la transition écologique – ne sont pas restées à la marge : elles ont imprégné chaque politique publique, chaque service, chaque levier d'intervention.

Cette année encore, les agents départementaux, les élus et nos partenaires ont fait vivre ce mandat avec engagement et exigence. Grâce à eux, les politiques publiques prennent forme, trouvent leur efficacité, et répondent à des besoins concrets.

Rendre compte, ce n'est pas clore. C'est préparer la suite.

Nous poursuivrons en 2025 avec la même détermination, pour un Département utile, protecteur, attractif et fidèle à ses valeurs.



Mise en page : atelier midia14h.com / Illustrations : Victoria Bar
Impression : Chopard Imprimerie SARL
Photos : Département du Doubs (sauf indication contraire)
Dépôt légal juin 2025



www.doubs.fr